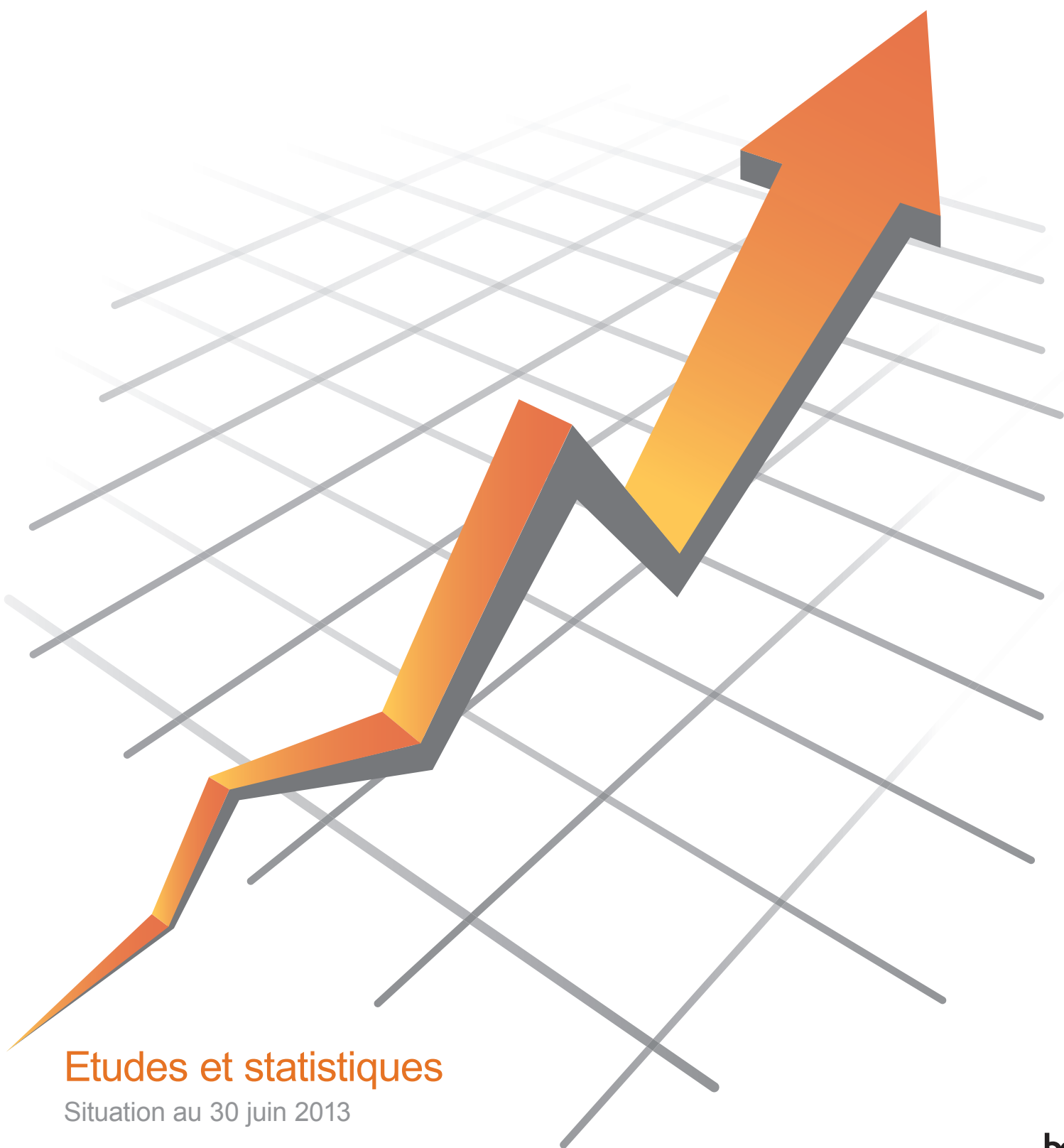


# Indicateurs trimestriels du marché du travail



Etudes et statistiques

Situation au 30 juin 2013

## Préface

L'Onem publie une statistique mensuelle du chômage indemnisé, dont le contenu a été enrichi depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2011. Cette statistique, basée sur les paiements d'allocations de chômage, est publiée aux environs du 25 du mois suivant.

L'Onem publie également un rapport annuel détaillé sur l'ensemble de ses missions (chômage, chômage avec complément d'entreprise, interruption de carrière et crédit temps, titres- service et autres mesures fédérales pour l'emploi ...). Ce rapport est publié en mars de l'année suivante.

La présente publication s'insère entre les deux publications précédentes.

Sa périodicité trimestrielle permet :

- d'une part, de réduire sensiblement les effets saisonniers ou techniques qui peuvent affecter des statistiques mensuelles basées sur les paiements ;
- d'autre part, de déceler de manière plus rapide que dans un rapport annuel des tendances d'évolution du marché du travail.

Son contenu est basé pour l'essentiel sur des indicateurs qui relèvent des missions de l'Onem. Ils sont répartis en 8 chapitres :

- Chômage temporaire
- Fermetures d'entreprises
- Chômage complet indemnisé des demandeurs d'emploi
- Chômage complet indemnisé au sens large
- Chômage avec complément d'entreprise
- Interruption de carrière et crédit-temps
- Mesures fédérales pour l'emploi : activation des allocations, titres- services ...
- Evolution globale des allocataires

Afin de bien situer ces indicateurs dans un contexte plus global et de renforcer l'analyse, le premier chapitre donne quelques indicateurs conjoncturels supplémentaires issus de sources externes (évolution de la conjoncture économique, des offres d'emploi et du travail intérimaire) et l'avant- dernier chapitre donne des éléments de comparaison internationale.

Le trimestre sous revue est en outre situé dans une perspective historique qui remonte au premier trimestre 2007, ce qui permet un suivi de l'évolution des effets de la crise et des comparaisons avec la situation d'avant la crise. Le dernier chapitre donne, pour les indicateurs principaux, une comparaison des trimestres correspondants des 10 dernières années, ce qui permet d'élargir cette perspective historique.

L'Onem continue bien sûr à publier sur son site ([www.onem.be](http://www.onem.be)) :

- de nombreuses statistiques préformatées ;
- des statistiques interactives très détaillées et très récentes (aussi sur les fermetures d'entreprises) ;
- des études et analyses sur des thèmes spécifiques.

L'objectif est de compléter ainsi la contribution de l'Onem à l'analyse et au progrès de notre marché du travail.

L'Administrateur général



Georges CARLENS

## *Indicateurs trimestriels du marché du travail – situation au 30 juin 2013*

### Table des matières :

1	L'évolution de la conjoncture .....	3
1.1	PIB .....	3
1.2	Baromètre de la conjoncture .....	4
1.3	Offres d'emploi .....	5
1.4	Intérim.....	7
2	L'évolution des chômeurs temporaires .....	9
2.1	En unités physiques.....	9
2.2	En unités budgétaires .....	11
2.3	Par type de chômage temporaire (en jours indemnisés) .....	13
2.4	Dont suspension employés (en unités physiques).....	14
2.5	L'évolution du chômage temporaire par branche d'activité (en unités budgétaires).....	15
3	L'évolution des créations et des disparitions d'entreprises .....	16
3.1	L'évolution des faillites .....	16
3.2	L'évolution des licenciements collectifs.....	19
3.3	L'évolution des créations d'entreprises.....	20
4	L'évolution des chômeurs complets indemnisés demandeurs d'emploi (CCI DE).....	21
4.1	Par région .....	21
4.2	Par sexe .....	23
4.3	Par classe d'âge.....	25
4.4	Par base d'admission .....	27
4.5	Par durée de chômage .....	29
5	L'évolution des chômeurs complets indemnisés (au sens large).....	31
6	L'évolution des chômeurs avec complément d'entreprise et des chômeurs âgés dispensés.....	33
6.1	L'évolution des chômeurs avec complément d'entreprise.....	35
6.2	L'évolution des chômeurs âgés dispensés .....	36
7	Mesures fédérales pour l'emploi .....	37
7.1	Primes de crise .....	37
7.2	Allocations de licenciement .....	38
7.3	Plan d'embauche win-win.....	39
7.4	Evolution des mesures d'activation selon le régime .....	40
7.5	Titres- services .....	40
8	L'évolution de l'interruption de carrière et du crédit-temps .....	41
9	L'évolution des 3 groupes d'allocataires.....	42
10	Comparaison internationale .....	43
10.1	Taux de chômage .....	43
10.2	Evolution de l'emploi .....	44
11	Evolution sur 10 ans .....	45
11.1	Les chômeurs complets indemnisés demandeurs d'emploi .....	45
11.2	Les chômeurs âgés dispensés et les chômeurs avec complément d'entreprise .....	46
11.3	Les chômeurs complets indemnisés et les chômeurs avec complément d'entreprise .....	47
11.4	Les chômeurs temporaires.....	47
11.5	Les demandeurs d'emploi inoccupés et non indemnisés .....	48

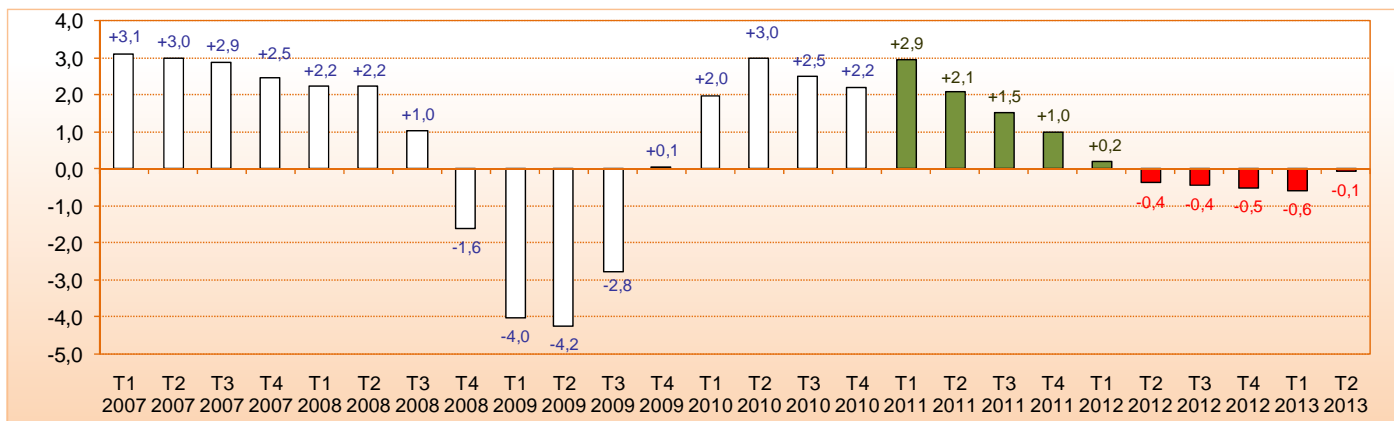
# 1

## L'évolution de la conjoncture

### 1.1 PIB

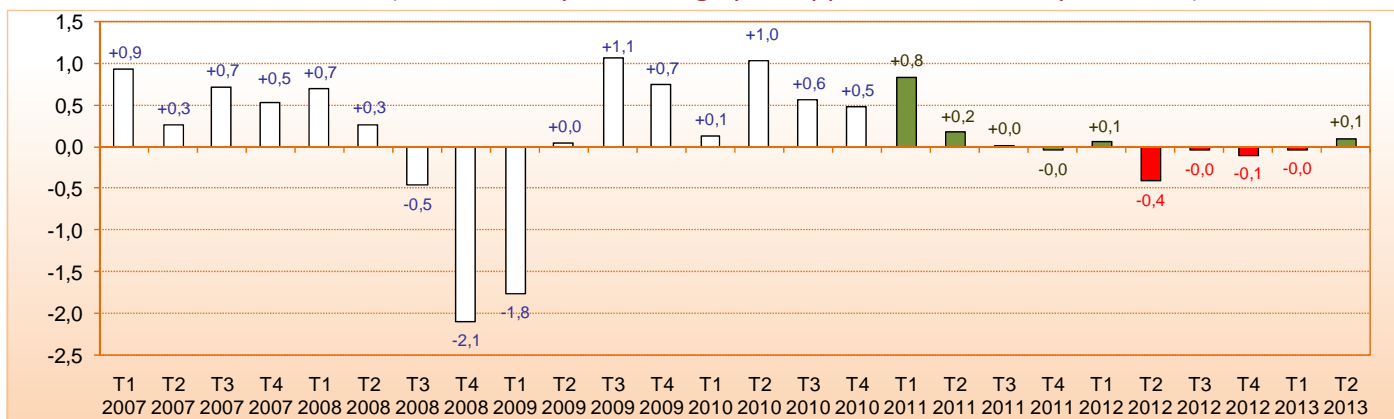
Graphique 1

Evolution trimestrielle du PIB (variation en pourcentage par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente)



Graphique 2

Evolution trimestrielle du PIB (variation en pourcentage par rapport au trimestre précédent)



Source: BNB – PIB en volume – année de référence 2010 - données corrigées des variations saisonnières et des effets de calendrier

Après une année 2009 très mauvaise, la conjoncture économique se redresse dès l'année suivante et durant tout le premier semestre 2011. Au second semestre 2011, le PIB progresse toujours sur une base annuelle (cf. graphique 1) mais stagne sur une base trimestrielle (cf. graphique 2).

Malgré un léger sursaut au 1<sup>er</sup> trimestre 2012 (+ 0,2 % sur une base annuelle et + 0,1 % sur une base trimestrielle), le PIB se replie sur une base annuelle au cours des 4 trimestres suivants. Le 2<sup>ème</sup> trimestre 2013 semble initier un changement de tendance : la baisse s'atténue sur une base annuelle (- 0,1 %) et la croissance reprend légèrement sur une base trimestrielle (+ 0,1 %).<sup>1</sup>

<sup>1</sup> Communiqué de presse de la BNB du 31 juillet 2013 – ICN – Flash Estimate

Tableau 1

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013 *	
PIB	354.150	357.522	347.670	356.067	362.706	361.683	361.321	362.044
Evolution	+ 2,9 %	+ 1,0 %	- 2,8 %	+ 2,4 %	+ 1,9 %	- 0,3 %	- 0,1 %	+ 0,2 %

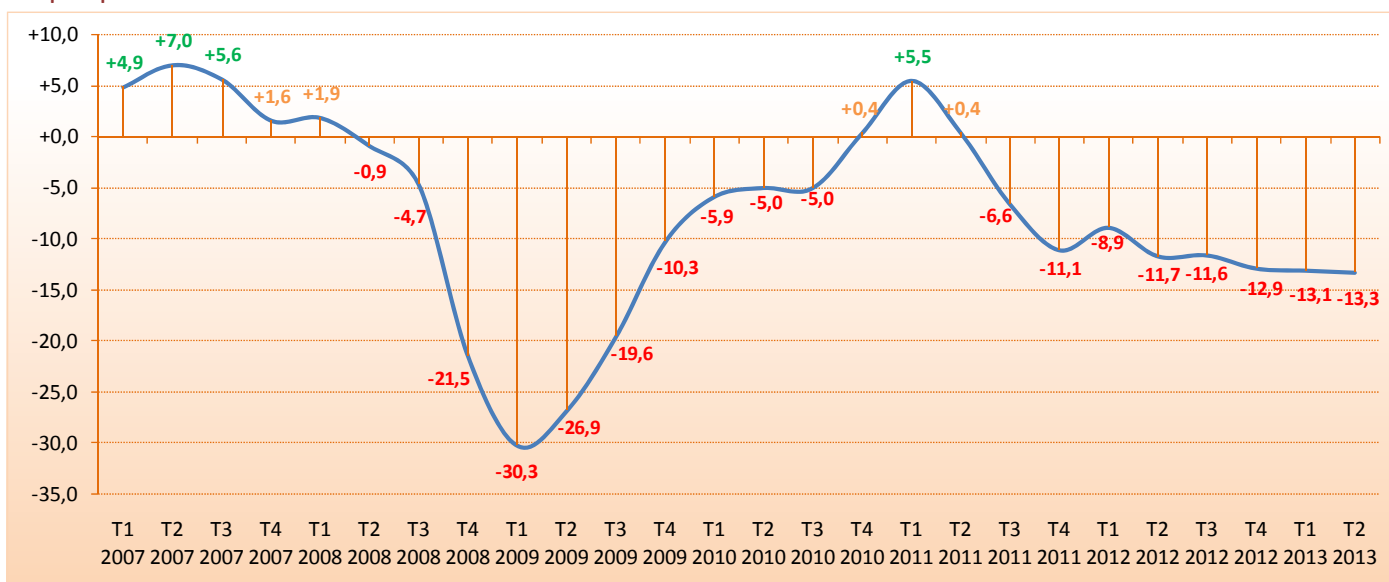
\* Prévisions

Les prévisions les plus récentes<sup>2</sup> font état d'une évolution du PIB pour l'année 2013 comprise entre - 0,1 % et + 0,2 %.

## 1.2 Baromètre de la conjoncture

Le baromètre de la conjoncture basé sur une enquête menée auprès d'un échantillon d'entrepreneurs traduit le sentiment du monde économique envers l'évolution de la conjoncture ; s'il est positif, cela témoigne de la confiance des entrepreneurs dans l'évolution future de la conjoncture.

Graphique 3



Source: BNB – Enquête mensuelle de conjoncture auprès des entreprises

Après avoir plongé durant la crise, le baromètre de la conjoncture s'était redressé par la suite pour redevenir positif durant 3 trimestres consécutifs (de T4 2010 à T2 2011).

Depuis le 3<sup>ème</sup> trimestre 2011, il se replie de nouveau mais reste cantonné aux alentours des - 11 à - 13 points.

Cependant, il semble que depuis le mois de mars (- 15 points), le baromètre de la conjoncture se redresse légèrement : - 12,4 points en mai 2013 et - 12,8 points en juin 2013.

<sup>2</sup> Bureau fédéral du Plan – mai 2013 : + 0,2 %

OCDE – mai 2013 : 0 %

BNB – juin 2013 : 0 %

IRES – juillet 2013 : - 0,1 %

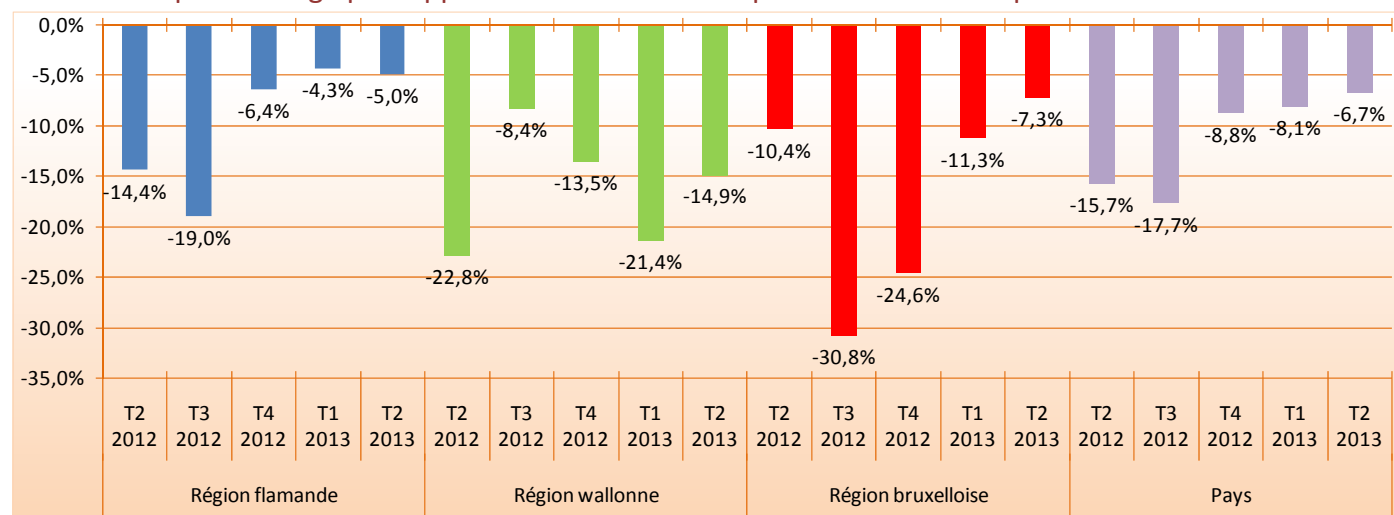
## 1.3 Offres d'emploi

Tableau 2

		Région flamande	Région wallonne	Région bruxelloise	Pays			Région flamande	Région wallonne	Région bruxelloise	Pays
2007	T1	72.132	18.174	3.392	93.698	2007	T1	100	100	100	100
	T2	73.173	20.240	3.109	96.522		T2	100	100	100	100
	T3	72.024	18.050	3.313	93.387		T3	100	100	100	100
	T4	64.332	17.183	3.315	84.830		T4	100	100	100	100
	Année	281.661	73.647	13.129	368.437		Année	100	100	100	100
2008	T1	73.365	20.045	3.866	97.276	2008	T1	102	110	114	104
	T2	71.934	18.409	3.859	94.202		T2	98	91	124	98
	T3	66.774	19.385	3.992	90.151		T3	93	107	120	97
	T4	57.049	14.610	3.705	75.364		T4	89	85	112	89
	Année	269.122	72.449	15.422	356.993		Année	96	98	117	97
2009	T1	60.359	18.879	3.854	83.092	2009	T1	84	104	114	89
	T2	57.971	15.232	3.364	76.567		T2	79	75	108	79
	T3	50.348	16.397	4.448	71.193		T3	70	91	134	76
	T4	48.910	13.142	3.795	65.847		T4	76	76	114	78
	Année	217.588	63.650	15.461	296.699		Année	77	86	118	81
2010	T1	64.073	18.060	4.348	86.481	2010	T1	89	99	128	92
	T2	67.718	17.487	3.937	89.142		T2	93	86	127	92
	T3	66.333	17.417	4.872	88.622		T3	92	96	147	95
	T4	64.156	15.646	4.209	84.011		T4	100	91	127	99
	Année	262.280	68.610	17.366	348.256		Année	93	93	132	95
2011	T1	79.939	19.867	4.860	104.666	2011	T1	111	109	143	112
	T2	83.919	19.560	5.213	108.692		T2	115	97	168	113
	T3	76.135	18.622	5.805	100.562		T3	106	103	175	108
	T4	67.429	15.563	5.255	88.247		T4	105	91	159	104
	Année	307.422	73.612	21.133	402.167		Année	109	100	161	109
2012	T1	70.545	18.644	5.305	94.494	2012	T1	98	103	156	101
	T2	71.809	15.095	4.673	91.577		T2	98	75	150	95
	T3	61.644	17.066	4.017	82.727		T3	86	95	121	89
	T4	63.102	13.455	3.962	80.519		T4	98	78	120	95
	Année	267.100	64.260	17.957	349.317		Année	95	87	137	95
2013	T1	67.477	14.651	4.706	86.834	2013	T1	94	81	139	93
	T2	68.249	12.850	4.334	85.433		T2	93	63	139	89

Graphique 4

Variation en pourcentage par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente



Sources: VDAB, FOREM, ACTIRIS et ADG - Offres d'emploi reçues par les services publics régionaux de l'emploi, issues du circuit économique normal à l'exclusion de l'intérim et des échanges d'offres entre services régionaux.

Durant l'année 2009, le nombre d'offres d'emploi reçues par les services régionaux de l'emploi a chuté en Flandre et en Wallonie. Depuis début 2010 jusqu'au 2<sup>ème</sup> trimestre 2011, on note dans chaque région une hausse continue du nombre d'offres d'emploi reçues.

L'année 2012 marque un revirement de tendance : la baisse du nombre d'offres reçues touche toutes les régions avec une ampleur comparable. Au 2<sup>ème</sup> trimestre 2013, on note malgré tout un recul, sur une base annuelle, moins marqué en Flandre (- 5 %) et à Bruxelles (- 7,3 %) qu'en Wallonie (- 14,9 %).

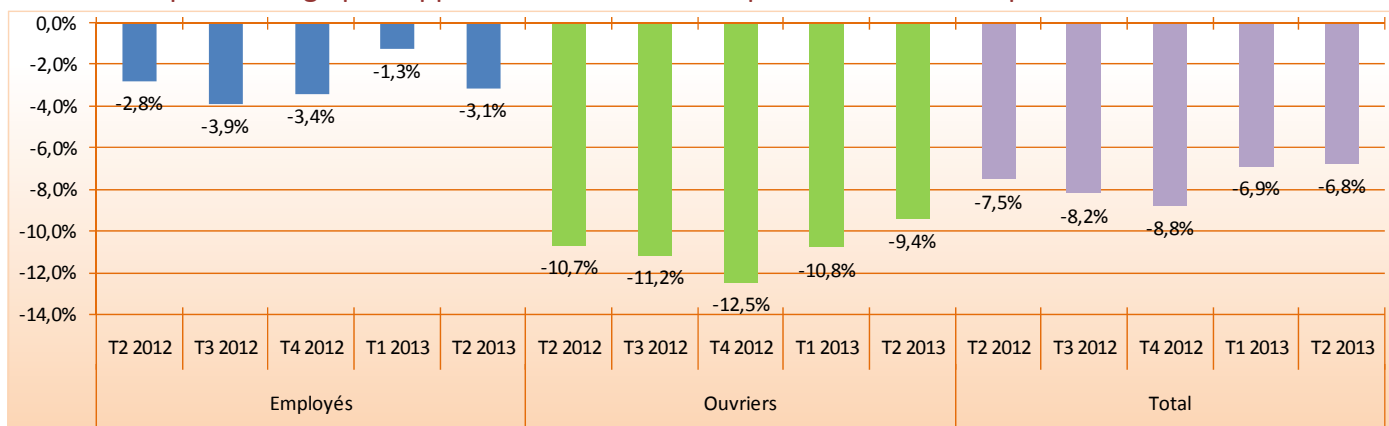
## 1.4 Intérim

Tableau 3

		Employés	Ouvriers	Total			Employés	Ouvriers	Total
2007	T1	229.171	411.532	640.703	2007	T1	100	100	100
	T2	238.243	413.355	651.597		T2	100	100	100
	T3	240.459	404.593	645.052		T3	100	100	100
	T4	245.506	396.238	641.743		T4	100	100	100
	Année	238.344	406.429	644.774		Année	100	100	100
2008	T1	254.749	411.212	665.960	2008	T1	111	100	104
	T2	253.634	394.520	648.155		T2	106	95	99
	T3	252.560	365.185	617.744		T3	105	90	96
	T4	240.474	324.144	564.618		T4	98	82	88
	Année	250.354	373.765	624.119		Année	105	92	97
2009	T1	226.187	275.212	501.399	2009	T1	99	67	78
	T2	213.790	255.147	468.937		T2	90	62	72
	T3	207.088	262.948	470.036		T3	86	65	73
	T4	208.622	279.371	487.993		T4	85	71	76
	Année	213.922	268.170	482.091		Année	90	66	75
2010	T1	212.610	290.939	503.549	2010	T1	93	71	79
	T2	218.095	315.520	533.614		T2	92	76	82
	T3	223.975	330.363	554.338		T3	93	82	86
	T4	229.309	343.637	572.946		T4	93	87	89
	Année	220.997	320.115	541.112		Année	93	79	84
2011	T1	233.163	359.713	592.876	2011	T1	102	87	93
	T2	235.182	355.856	591.038		T2	99	86	91
	T3	234.720	344.538	579.257		T3	98	85	90
	T4	232.642	336.972	569.614		T4	95	85	89
	Année	233.927	349.270	583.196		Année	98	86	90
2012	T1	227.799	325.263	553.062	2012	T1	99	79	86
	T2	228.641	317.870	546.511		T2	96	77	84
	T3	225.595	306.078	531.672		T3	94	76	82
	T4	224.671	295.012	519.682		T4	92	74	81
	Année	226.676	311.056	537.732		Année	95	77	83
2013	T1	224.926	290.166	515.091	2013	T1	98	71	80
	T2	221.518	287.954	509.472		T2	93	70	78

Graphique 5

Variation en pourcentage par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente



Source : FEDERGON – Les chiffres du tableau de gauche donnent une estimation du nombre moyen d'heures d'intérim prestées par jour en Belgique au cours du trimestre concerné.<sup>3</sup>

<sup>3</sup> Cette moyenne journalière par trimestre a été calculée comme la moyenne arithmétique des moyennes journalières des trois mois du trimestre. Les chiffres trimestriels qui sont basés sur le volume réel d'heures d'intérim prestées par trimestre sont disponibles sur le site de Federgon avec un retard d'environ 2 mois à l'adresse suivante : <http://federgon.be/fr/chiffres/interim/enquete-trimestrielle-sur-les-activites-interimaires/>



Après une mauvaise année 2009, le nombre d'heures prestées en intérim remonte progressivement en 2010 et au cours des 3 premiers trimestres de l'année 2011. Au 1<sup>er</sup> trimestre 2012, on note un revirement de tendance : le nombre d'heures diminue sur une base annuelle dans le segment des ouvriers. Ce fléchissement s'accroît durant toute l'année 2012 et perdure au cours du 1<sup>er</sup> semestre 2013.

Le segment des ouvriers est traditionnellement davantage sujet aux fluctuations de la conjoncture que celui des employés. Aussi, au 2<sup>ème</sup> trimestre 2013, la baisse dans le segment des ouvriers de 30 % depuis T2 2007 et de 9,4 % sur une base annuelle témoigne d'une situation économique toujours défavorable. La baisse se réduit toutefois depuis 2 trimestres (- 12,5 % en T4 2012, - 10,8 % en T1 2013 et - 9,4 % en T2 2013).

## 2

# L'évolution des chômeurs temporaires

## 2.1

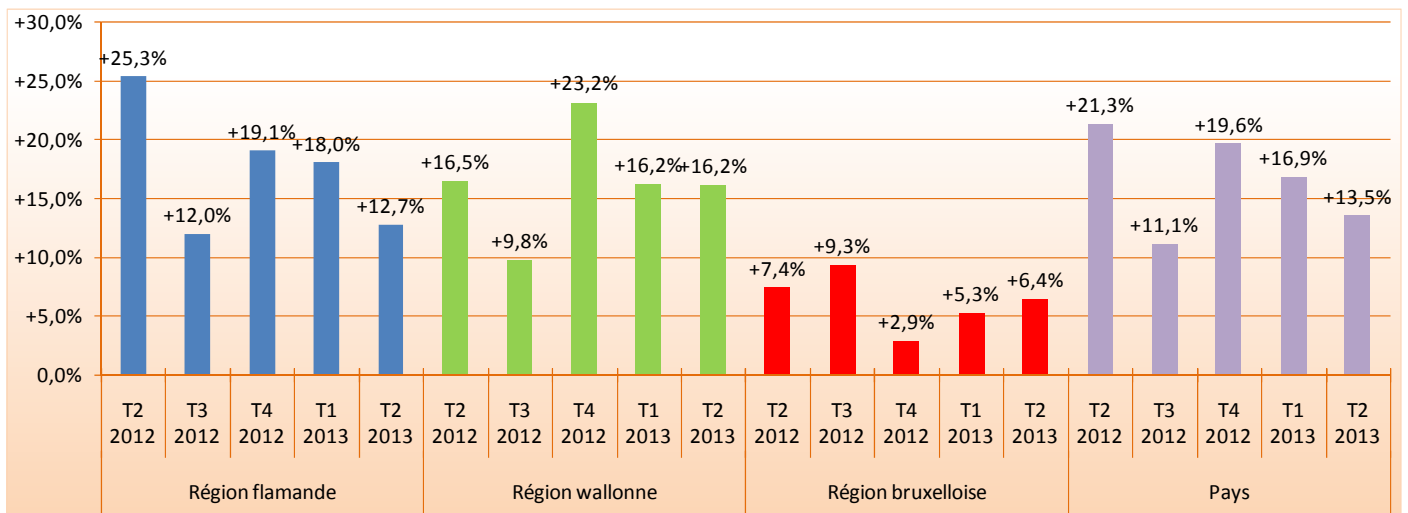
### En unités physiques

Tableau 4

		Région flamande	Région wallonne	Région bruxelloise	Pays			Région flamande	Région wallonne	Région bruxelloise	Pays
2007	T1	97.184	50.354	6.215	153.753	2007	T1	100	100	100	100
	T2	69.716	37.444	5.007	112.167		T2	100	100	100	100
	T3	61.041	34.522	3.874	99.438		T3	100	100	100	100
	T4	71.883	38.299	4.255	114.437		T4	100	100	100	100
	Année	74.956	40.155	4.838	119.949		Année	100	100	100	100
2008	T1	101.974	51.667	6.381	160.021	2008	T1	105	103	103	104
	T2	74.597	41.352	5.009	120.958		T2	107	110	100	108
	T3	70.485	33.961	4.025	108.471		T3	115	98	104	109
	T4	96.909	47.761	4.826	149.496		T4	135	125	113	131
	Année	85.991	43.685	5.060	134.737		Année	115	109	105	112
2009	T1	186.704	84.301	8.637	279.643	2009	T1	192	167	139	182
	T2	153.217	68.302	7.412	228.931		T2	220	182	148	204
	T3	103.057	48.219	5.791	157.067		T3	169	140	149	158
	T4	112.773	58.388	6.656	177.817		T4	157	152	156	155
	Année	138.938	64.802	7.124	210.864		Année	185	161	147	176
2010	T1	164.447	82.015	9.651	256.113	2010	T1	169	163	155	167
	T2	104.678	55.343	7.728	167.749		T2	150	148	154	150
	T3	76.246	40.348	5.976	122.569		T3	125	117	154	123
	T4	88.493	51.436	6.784	146.713		T4	123	134	159	128
	Année	108.466	57.285	7.535	173.286		Année	145	143	156	144
2011	T1	117.140	65.083	8.800	191.023	2011	T1	121	129	142	124
	T2	78.624	43.910	7.379	129.912		T2	113	117	147	116
	T3	71.370	38.567	6.026	115.963		T3	117	112	156	117
	T4	77.384	42.823	6.284	126.491		T4	108	112	148	111
	Année	86.129	47.596	7.122	140.847		Année	115	119	147	117
2012	T1	131.133	67.190	9.233	207.555	2012	T1	135	133	149	135
	T2	98.535	51.166	7.926	157.626		T2	141	137	158	141
	T3	79.908	42.343	6.588	128.839		T3	131	123	170	130
	T4	92.135	52.740	6.464	151.338		T4	128	138	152	132
	Année	100.428	53.360	7.552	161.340		Année	134	133	156	135
2013	T1	154.753	78.068	9.720	242.541	2013	T1	159	155	156	158
	T2	111.082	59.437	8.434	178.953		T2	159	159	168	160

Graphique 6

Variation en pourcentage par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente



On observe une augmentation du chômage temporaire depuis le début de l'année 2008. Elle se marque nettement à partir du 4<sup>ème</sup> trimestre pour culminer au 2<sup>ème</sup> trimestre 2009. Elle diminue ensuite progressivement avec un léger rebond au premier trimestre 2010 influencé aussi par l'hiver rigoureux qui a augmenté le recours au chômage temporaire pour intempéries.

On observe une augmentation du chômage temporaire depuis le début de l'année 2012 qui peut s'expliquer par l'évolution économique défavorable mais aussi par les intempéries au premier semestre. Aux 3<sup>ème</sup> et 4<sup>ème</sup> trimestres 2012, on enregistre à chaque fois une hausse par rapport au trimestre correspondant de 2011. Par rapport à l'année 2011, on note en 2012 une augmentation de 15 %. La combinaison des effets de la conjoncture et des intempéries survenues au cours de l'hiver dernier a engendré une hausse considérable du chômage temporaire durant le 1<sup>er</sup> trimestre 2013 : + 16,9 % par rapport au 1<sup>er</sup> trimestre 2012 et durant le 2<sup>ème</sup> trimestre 2013 : + 13,5 % par rapport au 2<sup>ème</sup> trimestre 2012. Ce dernier pourcentage est toutefois plus bas que celui des 2 précédents trimestres et que la moyenne d'augmentation observée en 2012 (+ 15 %).

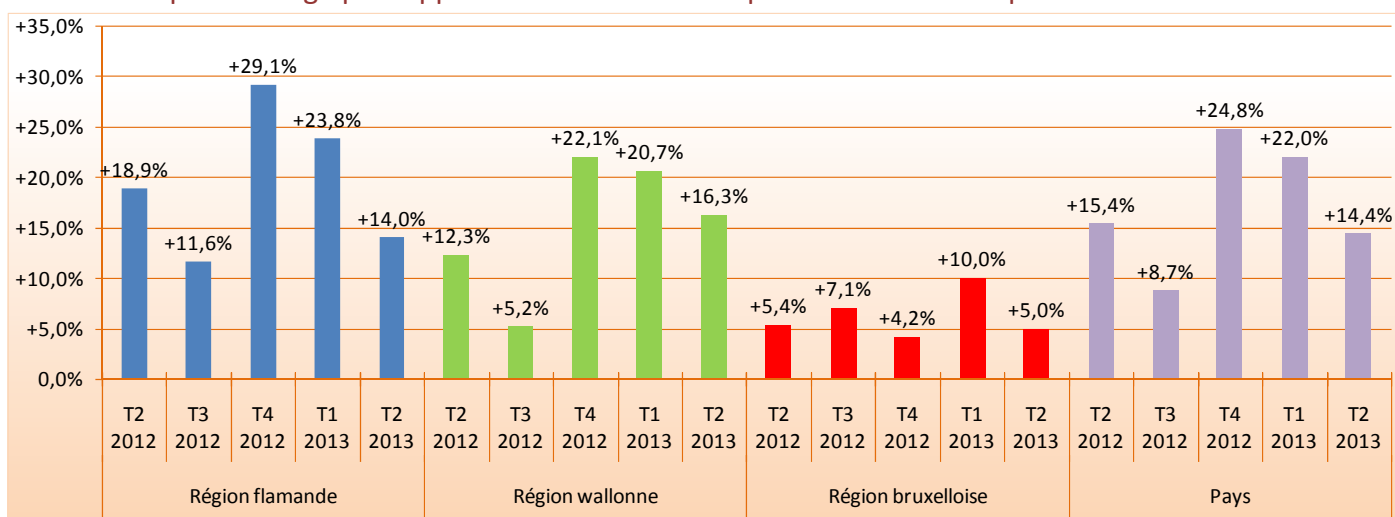
## 2.2 En unités budgétaires

Tableau 5

		Région flamande	Région wallonne	Région bruxelloise	Pays			Région flamande	Région wallonne	Région bruxelloise	Pays
2007	T1	23.661	16.341	2.087	42.089	2007	T1	100	100	100	100
	T2	14.931	10.849	1.672	27.452		T2	100	100	100	100
	T3	12.372	9.549	1.455	23.376		T3	100	100	100	100
	T4	14.742	10.726	1.468	26.936		T4	100	100	100	100
	Année	16.427	11.866	1.670	29.963		Année	100	100	100	100
2008	T1	22.708	15.892	2.091	40.691	2008	T1	96	97	100	97
	T2	15.596	11.254	1.689	28.539		T2	104	104	101	104
	T3	13.826	9.091	1.449	24.366		T3	112	95	100	104
	T4	21.221	13.063	1.642	35.926		T4	144	122	112	133
	Année	18.338	12.325	1.718	32.381		Année	112	104	103	108
2009	T1	54.960	31.368	2.987	89.315	2009	T1	232	192	143	212
	T2	40.139	21.249	2.440	63.828		T2	269	196	146	233
	T3	24.560	14.534	1.935	41.029		T3	199	152	133	176
	T4	27.624	18.262	2.206	48.092		T4	187	170	150	179
	Année	36.821	21.353	2.392	60.566		Année	224	180	143	202
2010	T1	50.973	33.122	3.481	87.577	2010	T1	215	203	167	208
	T2	24.027	16.583	2.419	43.029		T2	161	153	145	157
	T3	16.394	11.962	1.892	30.248		T3	133	125	130	129
	T4	19.363	15.738	2.075	37.176		T4	131	147	141	138
	Année	27.689	19.351	2.467	49.507		Année	169	163	148	165
2011	T1	30.777	22.232	2.709	55.717	2011	T1	130	136	130	132
	T2	16.842	12.255	1.973	31.070		T2	113	113	118	113
	T3	14.141	10.699	1.746	26.586		T3	114	112	120	114
	T4	16.199	12.241	1.768	30.208		T4	110	114	120	112
	Année	19.490	14.357	2.049	35.895		Année	119	121	123	120
2012	T1	34.851	23.800	2.727	61.378	2012	T1	147	146	131	146
	T2	20.023	13.760	2.079	35.862		T2	134	127	124	131
	T3	15.783	11.254	1.870	28.908		T3	128	118	129	124
	T4	20.917	14.941	1.841	37.699		T4	142	139	125	140
	Année	22.894	15.939	2.129	40.962		Année	139	134	127	137
2013	T1	43.154	28.725	3.000	74.879	2013	T1	182	176	144	178
	T2	22.833	16.004	2.183	41.020		T2	153	148	131	149

Graphique 7

Variation en pourcentage par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente



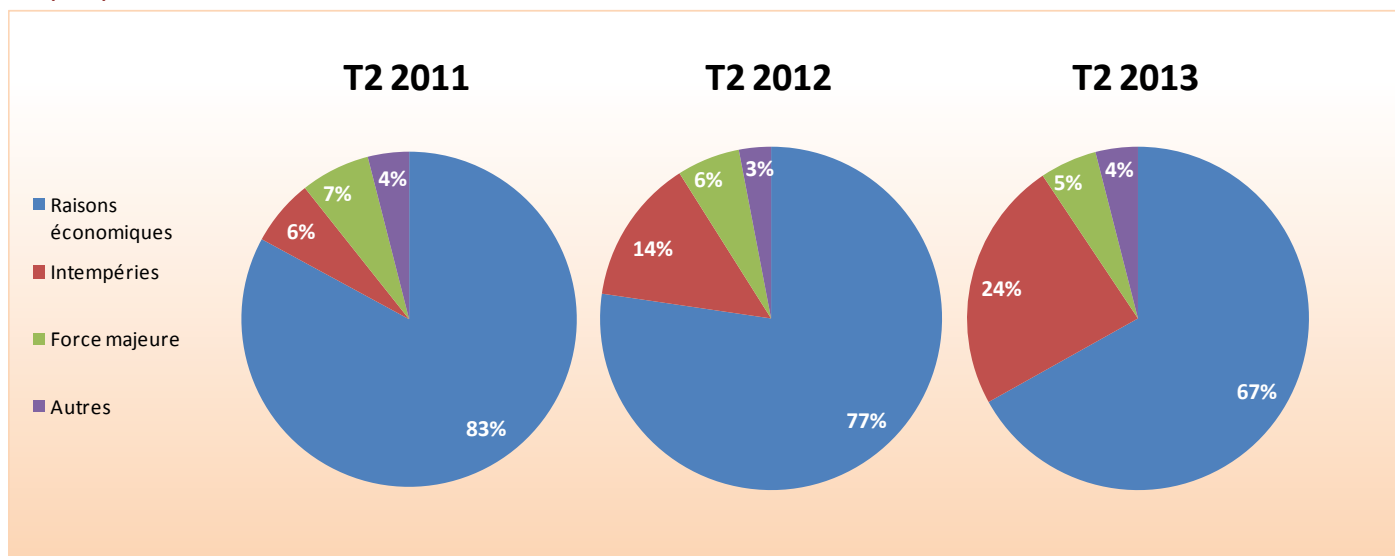
En général, les chômeurs temporaires ne perçoivent des allocations que pour quelques jours par mois. Dès lors, il est utile d'ajouter une présentation de leur évolution en unités budgétaires (équivalents temps plein). L'évolution globale est comparable mais les hausses enregistrées en unités budgétaires ont été, pendant la crise de 2009, plus fortes que celles enregistrées en unités physiques. Cela signifie que le nombre mensuel de jours chômés par ouvrier (ou employé) mis en chômage temporaire pendant la crise a été plus élevé qu'en temps normal.

Entre 2011 et 2012, cette tendance s'est inversée. L'augmentation en unités budgétaires est de 14,1 % entre 2011 et 2012 contre 14,5 % en unités physiques. Entre le 1<sup>er</sup> trimestre 2012 et le 1<sup>er</sup> trimestre 2013, avec la conjoncture défavorable, la tendance s'est à nouveau inversée conjointement à une progression importante du chômage temporaire : + 22,0 % en unités budgétaires et + 16,9 % en unités physiques. Dans une moindre mesure, on peut faire la même constatation pour le 2<sup>ème</sup> trimestre 2013 : à un an d'intervalle, + 14,4 % en unités budgétaires et + 13,5 % en unités physiques. L'écart semble donc se réduire. Le pourcentage d'augmentation à un an d'écart se réduit aussi : + 24,8 % au 4<sup>ème</sup> trimestre 2012, + 22 % au 1<sup>er</sup> trimestre 2013 et + 14,4 % au 2<sup>ème</sup> trimestre 2013.

## 2.3

### Par type de chômage temporaire (en jours indemnisés)

Graphique 8<sup>4</sup>



En raison de l'hiver rigoureux et prolongé que nous avons connu cette année, on observe entre le 2<sup>ème</sup> trimestre 2012 et le 2<sup>ème</sup> trimestre 2013 une augmentation de 10 points pourcent du poids des intempéries dans la totalité des jours indemnisés en chômage temporaire (cf. graphique 8).

Selon les données avant vérification, la hausse du nombre total de jours de chômage temporaire s'élève, sur une base annuelle, à 15,6 %. On enregistre une stabilisation du chômage temporaire pour raisons économiques (+ 0,5 %) et une hausse de 102,9 % du chômage temporaire résultant des intempéries (766 383 jours indemnisés en T2 2013) .

<sup>4</sup> Répartition du nombre de jours de chômage temporaire selon le motif : pour T2 2011 et T2 2012, il s'agit de données après vérification tandis que pour T2 2013, il s'agit de données avant vérification.

## 2.4

### Dont suspension employés (en unités physiques)

Tableau 6

		Région flamande	Région wallonne	Région bruxelloise	Pays
2009	T3	1.175	691	112	1.977
	T4	4.865	2.412	400	7.678
	Année	3.020	1.552	256	4.828
2010	T1	5.031	2.487	525	8.043
	T2	4.063	2.004	243	6.310
	T3	1.747	608	103	2.459
	T4	726	411	48	1.185
	Année	2.892	1.378	230	4.499
2011	T1	875	484	59	1.418
	T2	1.050	494	60	1.604
	T3	1.043	292	40	1.375
	T4	815	397	41	1.253
	Année	946	417	50	1.412
2012	T1	867	518	41	1.426
	T2	998	556	35	1.588
	T3	898	334	30	1.262
	T4	952	813	20	1.784
	Année	929	555	31	1.515
2013	T1	1.453	827	30	2.310
	T2	1.745	1.105	71	2.921

La suspension de crise « employés » a été instaurée en juillet 2009. Très vite, elle a répondu aux attentes des entreprises avec des pics au dernier trimestre 2009 et au premier trimestre 2010.

Au cours du second semestre 2010, le nombre d'employés mis en chômage temporaire chute de manière drastique. En 2011, le nombre de paiements mensuels moyens s'est stabilisé à un niveau nettement inférieur à celui de 2010.

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2012, une nouvelle réglementation à caractère permanent est entrée en vigueur en matière de suspension de contrats de travail pour employés. Cette réglementation remplace celle concernant la suspension de crise qui n'était pas prolongée au-delà du 31 décembre 2011 mais en reprend, dans les grandes lignes, les mêmes modalités. Le suivi de l'évolution reste donc pertinent. On a connu une stabilisation durant les 3 premiers trimestres de 2012 par rapport aux 3 premiers trimestres de 2011. Cette stabilisation ne s'est plus confirmée pour le 4<sup>ème</sup> trimestre 2012 et encore moins pour les 2 premiers trimestres de 2013. La conjoncture défavorable se fait donc également ressentir à travers la forte hausse des suspensions employés : + 62 % entre le 1<sup>er</sup> trimestre 2013 et le trimestre correspondant de 2012 et + 83,9 % entre le 2<sup>ème</sup> trimestre 2013 et le trimestre correspondant de 2012.

## 2.5 L'évolution du chômage temporaire par branche d'activité (en unités budgétaires)

Tableau 7

Secteur	2007 - T2		2012 - T2		2013 - T2		diff. 2013/2007 en %	diff. 2013/2012 en %
Agriculture, sylviculture et pêche	482	1,8 %	558	1,6 %	687	1,7 %	+ 42,3 %	+ 23,2 %
Extraction de minerais	375	1,4 %	764	2,1 %	579	1,4 %	+ 54,2 %	- 24,3 %
Industrie	8.895	32,4 %	12.117	33,8 %	13.052	31,8 %	+ 46,7 %	+ 7,7 %
dont:								
<i>fabrication de produits non métalliques</i>	144	0,5 %	258	0,7 %	351	0,9 %	+ 144,1 %	+ 36,1 %
<i>industrie du verre</i>	112	0,4 %	220	0,6 %	260	0,6 %	+ 132,7 %	+ 18,4 %
<i>industrie chimique</i>	400	1,5 %	663	1,8 %	692	1,7 %	+ 73,1 %	+ 4,5 %
<i>fabrication de produits en métal</i>	229	0,8 %	447	1,2 %	552	1,3 %	+ 141,4 %	+ 23,5 %
<i>fabrication de machines/de matériel mécanique</i>	2.246	8,2 %	4.602	12,8 %	5.311	12,9 %	+ 136,5 %	+ 15,4 %
<i>construction de machines de bureau</i>	537	2,0 %	796	2,2 %	911	2,2 %	+ 69,6 %	+ 14,3 %
<i>construction d'automobiles</i>	113	0,4 %	217	0,6 %	140	0,3 %	+ 24,1 %	- 35,2 %
<i>fabrication d'instr. de précision/d'optique</i>	3	0,0 %	2	0,0 %	2	0,0 %	- 27,4 %	+ 8,3 %
<i>produits alimentaires, industrie des boissons</i>	1.223	4,5 %	1.210	3,4 %	1.178	2,9 %	- 3,7 %	- 2,6 %
<i>industrie du tabac</i>	18	0,1 %	19	0,1 %	18	0,0 %	- 0,2 %	- 7,3 %
<i>industrie du textile</i>	1.751	6,4 %	1.631	4,5 %	1.429	3,5 %	- 18,4 %	- 12,4 %
<i>industrie du cuir</i>	44	0,2 %	40	0,1 %	34	0,1 %	- 22,2 %	- 14,0 %
<i>industrie de la chaussure</i>	13	0,0 %	8	0,0 %	5	0,0 %	- 58,6 %	- 30,5 %
<i>industrie de l'habillement</i>	825	3,0 %	599	1,7 %	561	1,4 %	- 32,0 %	- 6,3 %
<i>industrie du bois/fabrication de meubles</i>	601	2,2 %	775	2,2 %	932	2,3 %	+ 54,9 %	+ 20,2 %
<i>industrie du papier</i>	189	0,7 %	247	0,7 %	270	0,7 %	+ 42,6 %	+ 9,0 %
<i>imprimerie/édition</i>	192	0,7 %	260	0,7 %	281	0,7 %	+ 46,8 %	+ 8,2 %
<i>industrie du caoutchouc</i>	5	0,0 %	5	0,0 %	8	0,0 %	+ 72,0 %	+ 67,3 %
<i>fabrication de produits en plastique</i>	1	0,0 %	1	0,0 %	1	0,0 %	+ 34,4 %	+ 44,0 %
<i>industrie du diamant</i>	231	0,8 %	100	0,3 %	96	0,2 %	- 58,5 %	- 4,4 %
<i>autres industries manufacturières</i>	19	0,1 %	17	0,0 %	17	0,0 %	- 8,0 %	+ 0,2 %
Construction	8.300	30,2 %	8.033	22,4 %	10.858	26,5 %	+ 30,8 %	+ 35,2 %
Production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau	21	0,1 %	21	0,1 %	25	0,1 %	+ 22,9 %	+ 22,9 %
Commerce, banques et assurances	908	3,3 %	1.061	3,0 %	1.084	2,6 %	+ 19,3 %	+ 2,2 %
Transports et communications	701	2,6 %	1.230	3,4 %	1.263	3,1 %	+ 80,3 %	+ 2,7 %
dont:								
<i>dockers</i>	86	0,3 %	129	0,4 %	153	0,4 %	+ 78,3 %	+ 18,5 %
Services	6.143	22,4 %	9.730	27,1 %	10.541	25,7 %	+ 71,6 %	+ 8,3 %
dont:								
<i>horeca</i>	1.333	4,9 %	1.512	4,2 %	1.330	3,2 %	- 0,2 %	- 12,0 %
<i>réparation de biens de consommation et de véhicules</i>	236	0,9 %	300	0,8 %	290	0,7 %	+ 22,8 %	- 3,4 %
<i>services fournis aux entreprises</i>	1.349	4,9 %	2.811	7,8 %	3.187	7,8 %	+ 136,3 %	+ 13,4 %
<i>administration publique générale</i>	216	0,8 %	331	0,9 %	357	0,9 %	+ 65,0 %	+ 7,7 %
<i>enseignement</i>	56	0,2 %	73	0,2 %	78	0,2 %	+ 40,2 %	+ 6,8 %
<i>santé publique et services vétérinaires</i>	224	0,8 %	193	0,5 %	198	0,5 %	- 11,6 %	+ 2,4 %
<i>autres activités de services</i>	142	0,5 %	194	0,5 %	209	0,5 %	+ 47,1 %	+ 7,8 %
<i>autres services</i>	2.587	9,4 %	4.315	12,0 %	4.891	11,9 %	+ 89,1 %	+ 13,4 %
Activité à l'étranger, jeunes ayant quitté l'école, indéterminé	1.627	5,9 %	2.349	6,5 %	2.933	7,1 %	+ 80,3 %	+ 24,9 %
<b>Total</b>	<b>27.452</b>	<b>100 %</b>	<b>35.862</b>	<b>100 %</b>	<b>41.020</b>	<b>100 %</b>	<b>+ 49,4 %</b>	<b>+ 14,4 %</b>

Par rapport au 2<sup>ème</sup> trimestre 2012, le chômage temporaire (exprimé en unités budgétaires) enregistré durant le 2<sup>ème</sup> trimestre 2013 a connu une hausse de 14,4 %.

L'augmentation est de 7,7 % dans le secteur de l'industrie (+ 15,4 % dans le secteur de la fabrication de machines et de matériel mécanique), de 8,3 % dans les services et sous l'influence prépondérante des intempéries de 35,2 % dans la construction.



# 3

## L'évolution des créations et des disparitions d'entreprises

### 3.1

#### L'évolution des faillites<sup>5</sup>

##### 3.1.1

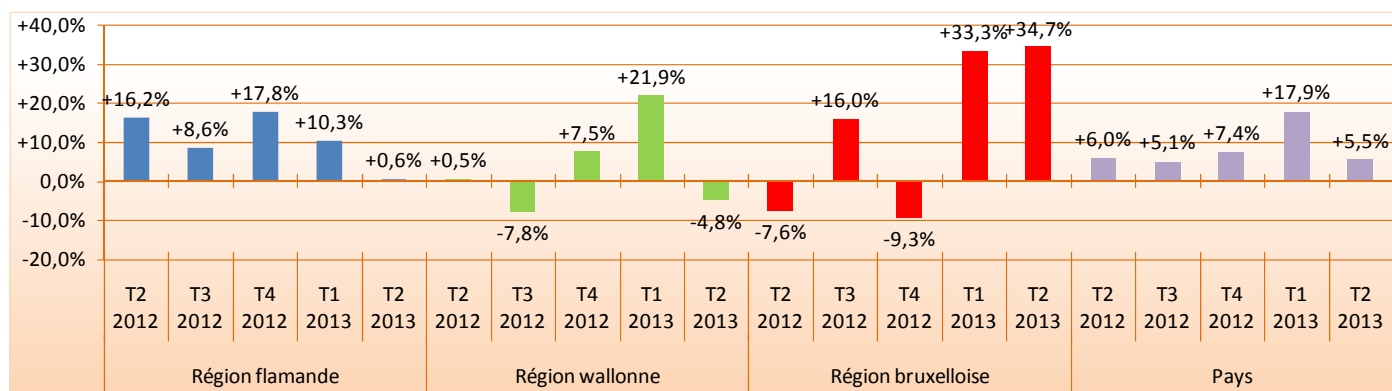
##### Avec ou sans personnel

Tableau 8

		Région flamande	Région wallonne	Région bruxelloise	Etranger	Pays			Région flamande	Région wallonne	Région bruxelloise	Pays
2007	T1	1.001	548	373	8	1.930	2007	T1	100	100	100	100
	T2	953	581	416	12	1.962		T2	100	100	100	100
	T3	728	400	310	2	1.440		T3	100	100	100	100
	T4	1.003	635	426	17	2.081		T4	100	100	100	100
	Année	3.685	2.164	1.525	39	7.413		Année	100	100	100	100
2008	T1	946	588	417	6	1.957	2008	T1	95	107	112	101
	T2	1.063	659	472	16	2.210		T2	112	113	113	113
	T3	860	451	449	6	1.766		T3	118	113	145	123
	T4	1.147	669	494	7	2.312		T4	114	105	116	111
	Année	4.016	2.367	1.832	35	8.245		Année	109	109	120	111
2009	T1	1.307	738	418	6	2.469	2009	T1	131	135	112	128
	T2	1.199	687	471	7	2.364		T2	126	118	113	120
	T3	876	568	434	4	1.882		T3	120	142	140	131
	T4	1.254	679	503	3	2.439		T4	125	107	118	117
	Année	4.636	2.672	1.826	20	9.154		Année	126	123	120	123
2010	T1	1.332	717	507	7	2.563	2010	T1	133	131	136	133
	T2	1.307	722	474	5	2.508		T2	137	124	114	128
	T3	1.032	588	435	6	2.061		T3	142	147	140	143
	T4	1.184	699	537	5	2.425		T4	118	110	126	117
	Année	4.855	2.726	1.953	23	9.557		Année	132	126	128	129
2011	T1	1.331	774	499	8	2.612	2011	T1	133	141	134	135
	T2	1.210	783	568	8	2.569		T2	127	135	137	131
	T3	1.018	654	468	5	2.145		T3	140	164	151	149
	T4	1.284	743	787	5	2.819		T4	128	117	185	135
	Année	4.843	2.954	2.322	26	10.145		Année	131	137	152	137
2012	T1	1.323	767	475	2	2.567	2012	T1	132	140	127	133
	T2	1.406	787	525	4	2.722		T2	148	135	126	139
	T3	1.106	603	543	3	2.255		T3	152	151	175	157
	T4	1.512	799	714	4	3.029		T4	151	126	168	146
	Année	5.347	2.956	2.257	13	10.573		Année	145	137	148	143
2013	T1	1.459	935	633	0	3.027	2013	T1	146	171	170	157
	T2	1.415	749	707	2	2.873		T2	148	129	170	146

Graphique 9

Variation en pourcentage par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente



L'évolution du nombre de faillites d'entreprises occupant ou non du personnel enregistre une augmentation continue depuis 2007. Entre le 2<sup>ème</sup> trimestre 2012 et le 2<sup>ème</sup> trimestre 2013, la hausse se limite à la Région bruxelloise (+ 34,7 % contre + 0,6 % pour la Région flamande et - 4,8 % pour la Région wallonne).

<sup>5</sup> Source : Fonds d'indemnisation des travailleurs licenciés en cas de fermeture d'entreprise (Onem)

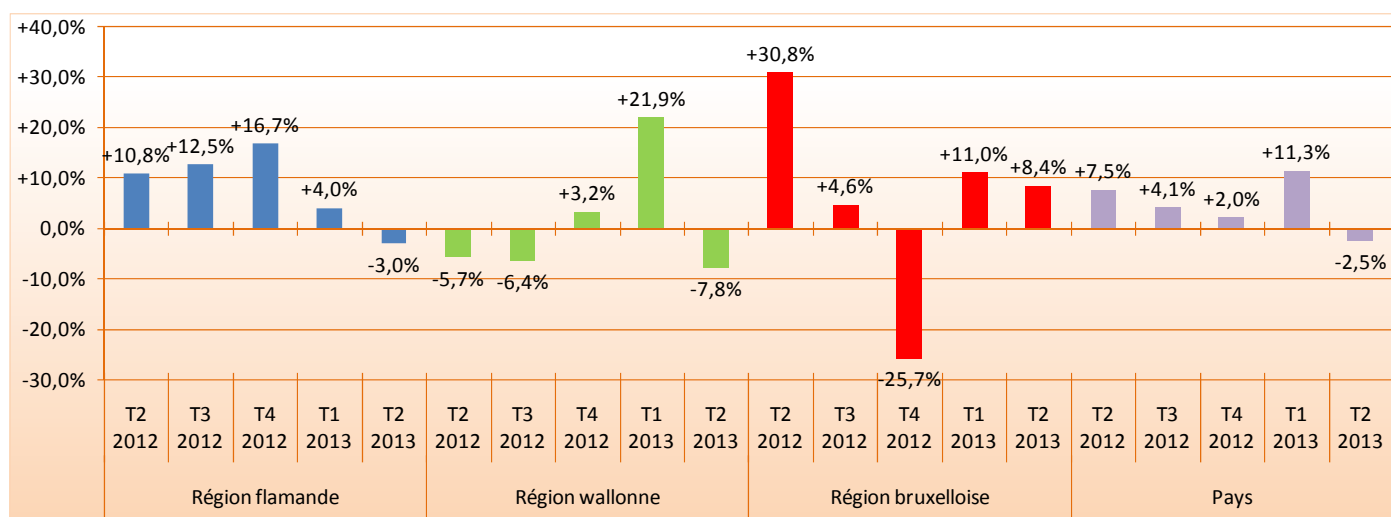
### 3.1.2 Avec personnel (par région)

Tableau 9

		Région flamande	Région wallonne	Région bruxelloise	Pays			Région flamande	Région wallonne	Région bruxelloise	Pays
2007	T1	368	242	131	741	2007	T1	100	100	100	100
	T2	375	255	158	788		T2	100	100	100	100
	T3	261	194	120	575		T3	100	100	100	100
	T4	354	283	132	769		T4	100	100	100	100
	Année	1.358	974	541	2.873		Année	100	100	100	100
2008	T1	353	250	147	750	2008	T1	96	103	112	101
	T2	404	280	133	817		T2	108	110	84	104
	T3	321	197	165	683		T3	123	102	138	119
	T4	418	306	167	891		T4	118	108	127	116
	Année	1.496	1.033	612	3.141		Année	110	106	113	109
2009	T1	495	319	153	967	2009	T1	135	132	117	130
	T2	479	292	156	927		T2	128	115	99	118
	T3	341	270	154	765		T3	131	139	128	133
	T4	463	297	187	947		T4	131	105	142	123
	Année	1.778	1.178	650	3.606		Année	131	121	120	126
2010	T1	479	320	164	963	2010	T1	130	132	125	130
	T2	460	307	174	941		T2	123	120	110	119
	T3	391	265	174	830		T3	150	137	145	144
	T4	428	310	162	900		T4	121	110	123	117
	Année	1.758	1.202	674	3.634		Année	129	123	125	126
2011	T1	483	335	143	961	2011	T1	131	138	109	130
	T2	455	369	146	970		T2	121	145	92	123
	T3	359	299	152	810		T3	138	154	127	141
	T4	438	342	245	1.025		T4	124	121	186	133
	Année	1.735	1.345	686	3.766		Année	128	138	127	131
2012	T1	506	361	173	1.040	2012	T1	138	149	132	140
	T2	504	348	191	1.043		T2	134	136	121	132
	T3	404	280	159	843		T3	155	144	133	147
	T4	511	353	182	1.046		T4	144	125	138	136
	Année	1.925	1.342	705	3.972		Année	142	138	130	138
2013	T1	526	440	192	1.158	2013	T1	143	182	147	156
	T2	489	321	207	1.017		T2	130	126	131	129

Graphique 10

Variation en pourcentage par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente



On note un changement de tendance dans l'évolution du nombre de faillites d'entreprises occupant du personnel : après une hausse de 11,3 % sur une base annuelle au 1<sup>er</sup> trimestre 2013, on assiste à une baisse de 2,5 % au 2<sup>ème</sup> trimestre 2013.

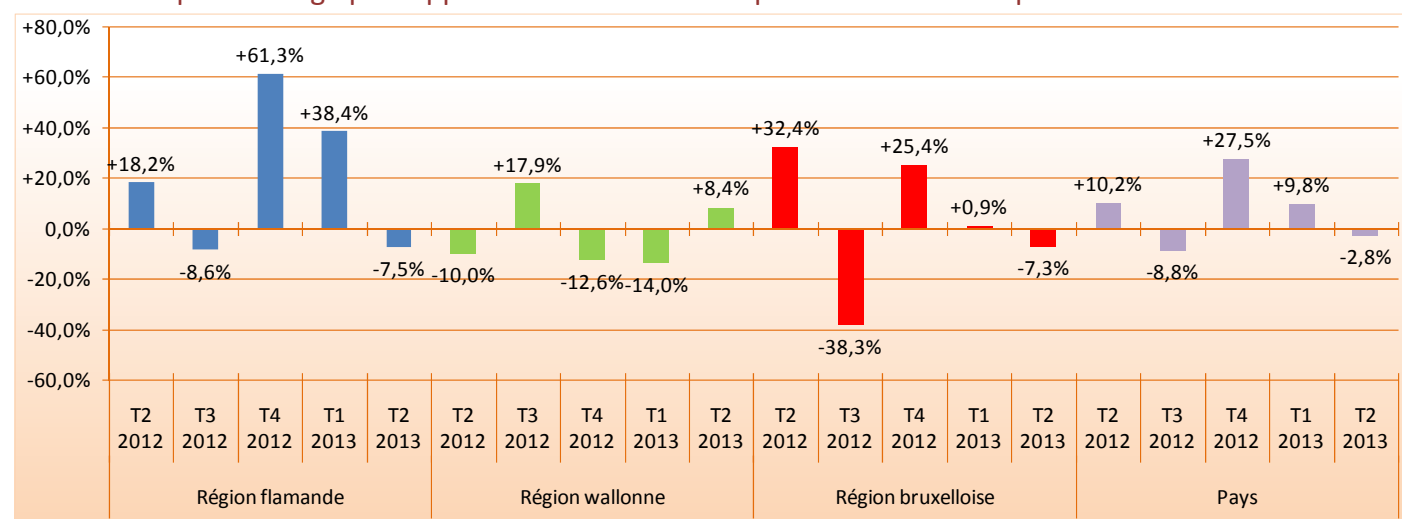
### 3.1.3 Emplois perdus (par région)

Tableau 10

		Région flamande	Région wallonne	Région bruxelloise	Pays			Région flamande	Région wallonne	Région bruxelloise	Pays
2007	T1	2.639	1.978	1.286	5.903	2007	T1	100	100	100	100
	T2	2.373	2.351	1.253	5.977		T2	100	100	100	100
	T3	1.775	1.643	769	4.187		T3	100	100	100	100
	T4	2.622	1.704	697	5.023		T4	100	100	100	100
	Année	9.409	7.676	4.005	21.090		Année	100	100	100	100
2008	T1	2.976	1.746	1.143	5.865	2008	T1	113	88	89	99
	T2	2.287	1.794	1.069	5.150		T2	96	76	85	86
	T3	2.249	1.672	856	4.777		T3	127	102	111	114
	T4	3.226	2.157	923	6.306		T4	123	127	132	126
	Année	10.738	7.369	3.991	22.098		Année	114	96	100	105
2009	T1	3.711	1.912	925	6.548	2009	T1	141	97	72	111
	T2	3.323	2.250	1.083	6.656		T2	140	96	86	111
	T3	1.966	1.760	871	4.597		T3	111	107	113	110
	T4	2.378	1.904	1.667	5.949		T4	91	112	239	118
	Année	11.378	7.826	4.546	23.750		Année	121	102	114	113
2010	T1	3.060	2.846	1.035	6.941	2010	T1	116	144	80	118
	T2	2.804	2.163	872	5.839		T2	118	92	70	98
	T3	2.254	1.734	1.017	5.005		T3	127	106	132	120
	T4	2.809	2.104	898	5.811		T4	107	123	129	116
	Année	10.927	8.847	3.822	23.596		Année	116	115	95	112
2011	T1	3.405	2.348	1.339	7.092	2011	T1	129	119	104	120
	T2	3.080	2.284	968	6.332		T2	130	97	77	106
	T3	2.668	1.576	1.434	5.678		T3	150	96	186	136
	T4	2.695	2.189	1.491	6.375		T4	103	128	214	127
	Année	11.848	8.397	5.232	25.477		Année	126	109	131	121
2012	T1	2.990	3.123	1.223	7.336	2012	T1	113	158	95	124
	T2	3.640	2.055	1.282	6.977		T2	153	87	102	117
	T3	2.438	1.858	885	5.181		T3	137	113	115	124
	T4	4.346	1.914	1.869	8.129		T4	166	112	268	162
	Année	13.414	8.950	5.259	27.623		Année	143	117	131	131
2013	T1	4.137	2.686	1.234	8.057	2013	T1	157	136	96	136
	T2	3.366	2.228	1.189	6.783		T2	142	95	95	113

Graphique 11

Variation en pourcentage par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente



En termes d'emplois perdus, on enregistre le même revirement de tendance : sur une base annuelle, - 2,8 % en T2 2013 contre + 9,8 % en T1 2013.

## 3.2

### L'évolution des licenciements collectifs

Tableau 11

Nombre de travailleurs concernés par une intention de procéder à un licenciement collectif

		Région flamande	Région wallonne	Région bruxelloise	Pays			Région flamande	Région wallonne	Région bruxelloise	Pays
2010	Année	6.134	1.196	5.687	13.017	2010	Année	100	100	100	100
2011	T1	1.168	344	518	2.030	2011	T1	100	100	100	100
	T2	563	577	154	1.294		T2	100	100	100	100
	T3	494	355	486	1.335		T3	100	100	100	100
	T4	1.406	239	351	1.996		T4	100	100	100	100
	Année	3.631	1.515	1.509	6.655		Année	59	127	27	51
2012	T1	1.687	1.233	211	3.131	2012	T1	144	358	41	154
	T2	1.837	377	107	2.321		T2	326	65	69	179
	T3	627	118	285	1.030		T3	127	33	59	77
	T4	8.079	1.811	335	10.225		T4	575	758	95	512
	Année	12.230	3.539	938	16.707		Année	199	296	16	128
2013	T1	901	3.336	436	4.673	2013	T1	77	970	84	230
	T2	1.124	559	364	2.047		T2	200	97	236	158
						<b>2012</b>	<b>T2</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>
						<b>2013</b>	<b>T2</b>	<b>61</b>	<b>148</b>	<b>340</b>	<b>88</b>

Source: SPF Emploi, Travail et Concertation sociale

L'annonce de l'intention de procéder à un licenciement collectif débute la procédure d'information et de consultation mise en place par l'A.R. du 24 mai 1976. Le nombre de travailleurs concernés par une annonce de licenciement collectif a atteint un sommet en 2012: 16.707 personnes contre 13.017 en 2010. Bien que la situation soit très diversifiée selon la région, on note globalement, sur une base annuelle, une baisse de 12 % au cours du 2<sup>ème</sup> trimestre 2013.

Tableau 12

Nombre de travailleurs concernés par une notification d'un licenciement collectif

		Région flamande	Région wallonne	Région bruxelloise	Pays			Région flamande	Région wallonne	Région bruxelloise	Pays
2010	Année	6.394	1.143	5.325	12.862	2010	Année	100	100	100	100
2011	T1	1.149	215	186	1.550	2011	T1	100	100	100	100
	T2	838	860	100	1.798		T2	100	100	100	100
	T3	340	156	559	1.055		T3	100	100	100	100
	T4	363	254	634	1.251		T4	100	100	100	100
	Année	2.690	1.485	1.479	5.654		Année	42	130	28	44
2012	T1	1.174	213	310	1.697	2012	T1	102	99	167	109
	T2	1.272	147	31	1.450		T2	152	17	31	81
	T3	1.079	1.200	225	2.504		T3	317	769	40	237
	T4	1.259	1.039	95	2.393		T4	347	409	15	191
	Année	4.784	2.599	661	8.044		Année	75	227	12	63
2013	T1	1.379	1.710	322	3.411	2013	T1	120	795	173	220
	T2	1.031	582	108	1.721		T2	123	68	108	96
						<b>2012</b>	<b>T2</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>
						<b>2013</b>	<b>T2</b>	<b>81</b>	<b>396</b>	<b>348</b>	<b>119</b>

Source: SPF Emploi, Travail et Concertation sociale

La notification clôture la procédure d'information et de consultation mise en place par l'A.R. du 24 mai 1976 et circonscrit les travailleurs réellement touchés par un licenciement collectif. Le nombre de travailleurs concernés par une notification de licenciement collectif en 2012 était resté en-deçà du chiffre de 2010 (8.044 contre 12.862). En T2 2013, on enregistre une légère hausse, sur une base annuelle (+ 19 %). Si au cours du 1<sup>er</sup> trimestre, 2 entreprises importantes avaient procédé à une notification (Duferco Belgium SA et NMLK La Louvière), durant le trimestre écoulé, il n'y a pas eu de restructurations de grande envergure. Selon le SPF Emploi, Travail et Concertation sociale, nous pouvons néanmoins nous attendre pour le trimestre prochain aux notifications de Ford Genk et de ses sous-traitants directs<sup>6</sup>.

<sup>6</sup> Cf. SPF Emploi, Travail et Concertation sociale, « Licenciements collectifs entre janvier 2013 et juin 2013 », p.9.

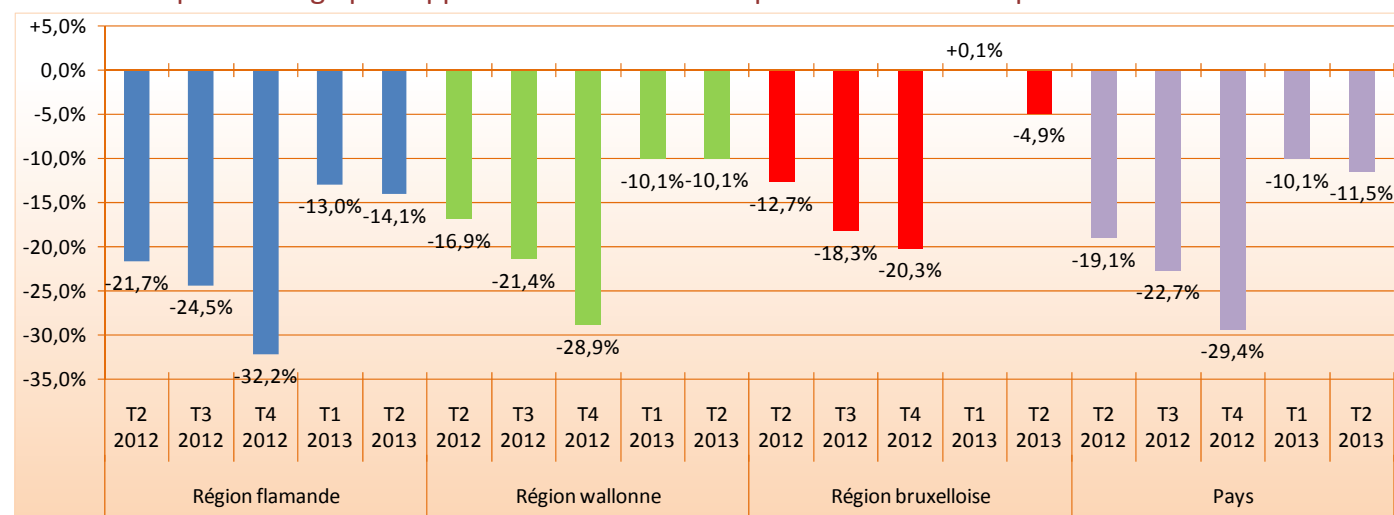
### 3.3 L'évolution des créations d'entreprises

Tableau 13  
Constitution d'entreprises dans le secteur marchand<sup>7</sup>

		Région flamande	Région wallonne	Région bruxelloise	Etranger	Pays			Région flamande	Région wallonne	Région bruxelloise	Pays
2007	T1	4.465	1.579	1.331	1	7.376	2007	T1	100	100	100	100
	T2	3.904	1.438	1.266	3	6.611		T2	100	100	100	100
	T3	3.563	1.269	1.073	0	5.905		T3	100	100	100	100
	T4	4.778	1.616	1.440	3	7.837		T4	100	100	100	100
	Année	16.710	5.902	5.110	7	27.729		Année	100	100	100	100
2008	T1	4.702	1.675	1.224	4	7.605	2008	T1	105	106	92	103
	T2	4.383	1.579	1.274	22	7.258		T2	112	110	101	110
	T3	3.836	1.238	1.038	17	6.129		T3	108	98	97	104
	T4	4.558	1.526	1.190	8	7.282		T4	95	94	83	93
	Année	17.479	6.018	4.726	51	28.274		Année	105	102	92	102
2009	T1	4.082	1.498	1.069	8	6.657	2009	T1	91	95	80	90
	T2	3.652	1.321	1.053	4	6.030		T2	94	92	83	91
	T3	3.563	1.216	903	3	5.685		T3	100	96	84	96
	T4	4.695	1.533	1.282	5	7.515		T4	98	95	89	96
	Année	15.992	5.568	4.307	20	25.887		Année	96	94	84	93
2010	T1	4.802	1.634	1.261	6	7.703	2010	T1	108	103	95	104
	T2	4.082	1.583	1.135	8	6.808		T2	105	110	90	103
	T3	4.123	1.373	1.065	2	6.563		T3	116	108	99	111
	T4	5.202	1.792	1.361	2	8.357		T4	109	111	95	107
	Année	18.209	6.382	4.822	18	29.431		Année	109	108	94	106
2011	T1	5.136	1.803	1.410	3	8.352	2011	T1	115	114	106	113
	T2	4.655	1.674	1.323	0	7.652		T2	119	116	105	116
	T3	4.138	1.476	1.204	4	6.822		T3	116	116	112	116
	T4	4.979	1.848	1.422	4	8.253		T4	104	114	99	105
	Année	18.908	6.801	5.359	11	31.079		Année	113	115	105	112
2012	T1	4.514	1.647	1.287	5	7.453	2012	T1	101	104	97	101
	T2	3.643	1.391	1.155	4	6.193		T2	93	97	91	94
	T3	3.126	1.160	984	2	5.272		T3	88	91	92	89
	T4	3.376	1.314	1.134	1	5.825		T4	71	81	79	74
	Année	14.659	5.512	4.560	12	24.743		Année	88	93	89	89
2013	T1	3.928	1.480	1.288	4	6.700	2013	T1	88	94	97	91
	T2	3.129	1.251	1.098	1	5.479		T2	80	87	87	83

Graphique 12

Variation en pourcentage par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente



Source : SPF Economie

Le nombre de créations d'entreprises dans le secteur marchand a régressé au cours du 2<sup>ème</sup> trimestre 2013 : - 11,5 % sur une base annuelle.

<sup>7</sup> Constitution d'entreprises dans le secteur marchand sur la base du critère de la forme juridique; il n'est pas tenu compte des sociétés civiles, des sociétés à finalité sociale et des sociétés de droit public. Pour le moment, les personnes physiques ne sont pas incorporées dans cette statistique du fait que la spécification marchand/non marchand n'y est pas encore implémentée.

# 4

## L'évolution des chômeurs complets indemnisés demandeurs d'emploi (CCI DE)

### 4.1

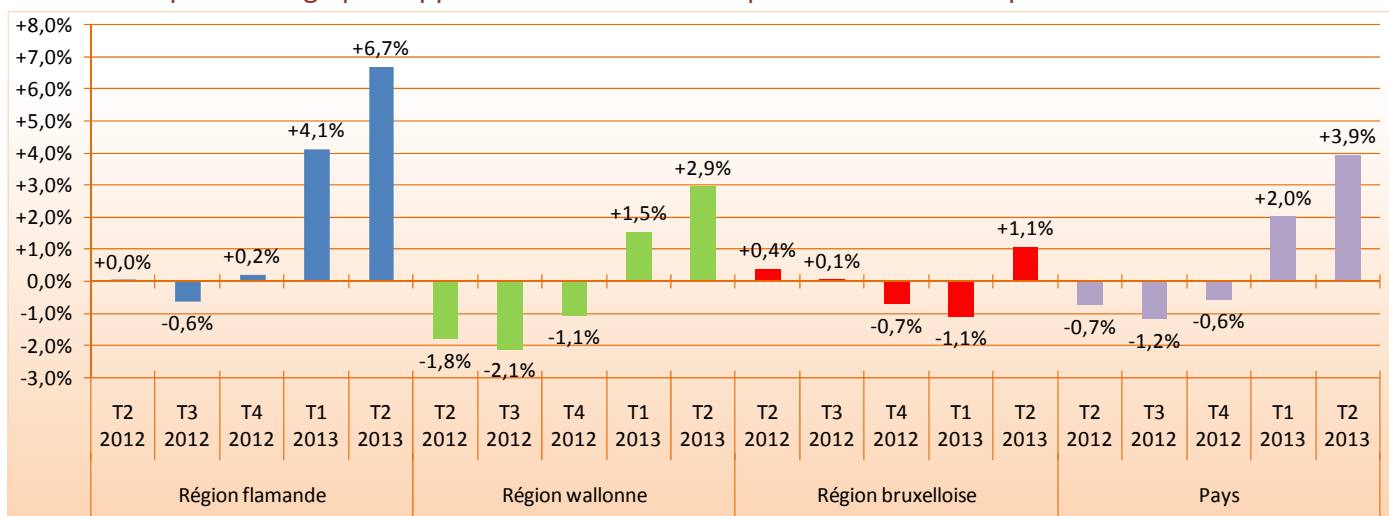
#### Par région

Tableau 14

		Région flamande	Région wallonne	Région bruxelloise	Pays			Région flamande	Région wallonne	Région bruxelloise	Pays
2007	T1	163.712	209.692	72.109	445.513	2007	T1	100	100	100	100
	T2	151.166	203.878	70.754	425.798		T2	100	100	100	100
	T3	152.344	209.182	72.801	434.326		T3	100	100	100	100
	T4	141.863	199.678	69.169	410.710		T4	100	100	100	100
	Année	152.271	205.607	71.208	429.087		Année	100	100	100	100
2008	T1	146.718	201.045	70.213	417.975	2008	T1	90	96	97	94
	T2	134.255	192.365	68.228	394.848		T2	89	94	96	93
	T3	139.604	197.000	69.479	406.083		T3	92	94	95	93
	T4	136.738	191.432	68.305	396.475		T4	96	96	99	97
	Année	139.329	195.460	69.056	403.845		Année	92	95	97	94
2009	T1	156.964	199.986	71.264	428.214	2009	T1	96	95	99	96
	T2	158.363	198.516	71.895	428.773		T2	105	97	102	101
	T3	166.258	205.710	74.886	446.855		T3	109	98	103	103
	T4	161.131	198.385	73.122	432.638		T4	114	99	106	105
	Année	160.679	200.649	72.792	434.120		Année	106	98	102	101
2010	T1	172.358	203.946	77.335	453.640	2010	T1	105	97	107	102
	T2	162.123	197.122	75.736	434.981		T2	107	97	107	102
	T3	162.037	201.307	77.215	440.560		T3	106	96	106	101
	T4	155.008	194.007	75.507	424.522		T4	109	97	109	103
	Année	162.882	199.096	76.448	438.426		Année	107	97	107	102
2011	T1	161.105	197.108	77.366	435.578	2011	T1	98	94	107	98
	T2	148.498	188.628	75.536	412.662		T2	98	93	107	97
	T3	152.514	195.432	77.206	425.152		T3	100	93	106	98
	T4	148.325	190.397	75.179	413.901		T4	105	95	109	101
	Année	152.610	192.891	76.322	421.823		Année	100	94	107	98
2012	T1	156.616	193.615	77.484	427.715	2012	T1	96	92	107	96
	T2	148.534	185.213	75.827	409.574		T2	98	91	107	96
	T3	151.545	191.307	77.251	420.103		T3	99	91	106	97
	T4	148.606	188.354	74.647	411.608		T4	105	94	108	100
	Année	151.325	189.622	76.302	417.250		Année	99	92	107	97
2013	T1	163.052	196.602	76.638	436.293	2013	T1	100	94	106	98
	T2	158.427	190.645	76.628	425.701		T2	105	94	108	100

Graphique 13

Variation en pourcentage par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente



Après la crise de fin 2008 et 2009, le chômage complet est revenu juste sous le niveau de 2007. Ce mouvement est dû à la tendance baissière enregistrée en 2011 et 2012. Sur base annuelle, cette tendance à la baisse ne se retrouve plus durant les 1<sup>er</sup> et 2<sup>ème</sup> trimestres de 2013. Au contraire, la hausse à un an d'intervalle déjà enregistrée pour le 1<sup>er</sup> trimestre 2013 s'est accrue au 2<sup>ème</sup> trimestre 2013: + 3,9 % contre + 2 % pour le 1<sup>er</sup> trimestre 2013.

En termes relatifs, l'augmentation est la plus forte en Région flamande + 6,7 % contre + 2,9 % en Région wallonne et + 1,1 % en Région de Bruxelles- Capitale, régions dans lesquelles le taux de chômage est toutefois sensiblement plus élevé.

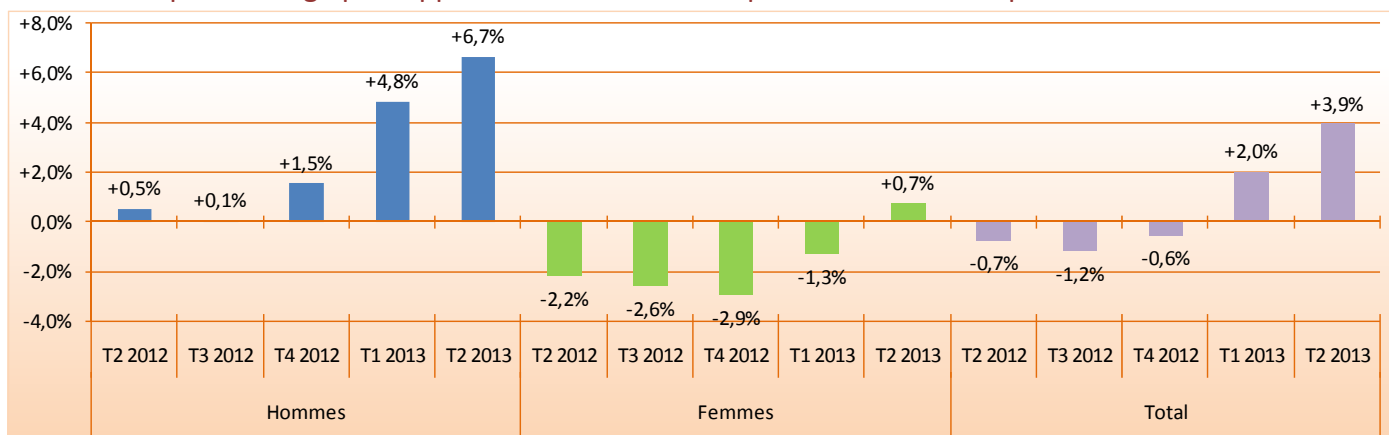
## 4.2 Par sexe

Tableau 15

		Hommes	Femmes	Total			Hommes	Femmes	Total
2007	T1	222.432	223.081	445.513	2007	T1	100	100	100
	T2	211.592	214.206	425.798		T2	100	100	100
	T3	214.108	220.218	434.326		T3	100	100	100
	T4	205.110	205.600	410.710		T4	100	100	100
	Année	213.310	215.776	429.087		Année	100	100	100
2008	T1	211.179	206.796	417.975	2008	T1	95	93	94
	T2	198.001	196.847	394.848		T2	94	92	93
	T3	202.490	203.593	406.083		T3	95	92	93
	T4	202.242	194.233	396.475		T4	99	94	97
	Année	203.478	200.367	403.845		Année	95	93	94
2009	T1	225.460	202.754	428.214	2009	T1	101	91	96
	T2	227.747	201.026	428.773		T2	108	94	101
	T3	236.942	209.912	446.855		T3	111	95	103
	T4	231.966	200.672	432.638		T4	113	98	105
	Année	230.529	203.591	434.120		Année	108	94	101
2010	T1	245.684	207.955	453.640	2010	T1	110	93	102
	T2	233.603	201.378	434.981		T2	110	94	102
	T3	233.859	206.701	440.560		T3	109	94	101
	T4	226.332	198.190	424.522		T4	110	96	103
	Année	234.870	203.556	438.426		Année	110	94	102
2011	T1	233.598	201.980	435.578	2011	T1	105	91	98
	T2	219.726	192.936	412.662		T2	104	90	97
	T3	225.026	200.126	425.152		T3	105	91	98
	T4	220.256	193.645	413.901		T4	107	94	101
	Année	224.651	197.172	421.823		Année	105	91	98
2012	T1	230.822	196.892	427.715	2012	T1	104	88	96
	T2	220.858	188.716	409.574		T2	104	88	96
	T3	225.168	194.936	420.103		T3	105	89	97
	T4	223.666	187.942	411.608		T4	109	91	100
	Année	225.128	192.122	417.250		Année	106	89	97
2013	T1	241.996	194.297	436.293	2013	T1	109	87	98
	T2	235.590	190.111	425.701		T2	111	89	100

Graphique 14

Variation en pourcentage par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente





L'évolution du chômage des hommes et des femmes est très différente. Le chômage complet féminin est, en effet, moins sensible à l'évolution de la conjoncture. Il est resté en deçà des 100 points sur toute la période, donc sous le niveau de 2007. Le 1<sup>er</sup> trimestre 2013 était le 11<sup>ème</sup> trimestre consécutif qui connaissait, sur base annuelle, une baisse du chômage complet des femmes. Ce n'est plus le cas pour le 2<sup>ème</sup> trimestre 2013 qui connaît une hausse de 0,7 % (+ 1.395).

Par contre, le chômage complet masculin suit davantage l'évolution de la conjoncture. Nonobstant le léger redressement conjoncturel de fin 2010 à fin 2011 et, de ce fait, la baisse du chômage complet masculin durant cette période, les hommes n'ont jamais retrouvé le niveau d'avant la crise. Depuis 2012, la conjoncture économique s'est à nouveau dégradée. Cette dégradation s'est répercutée sur le chômage complet masculin. Depuis le 2<sup>ème</sup> trimestre de 2012, plus aucune diminution n'a été enregistrée. La hausse se retrouve à nouveau durant les 2 premiers trimestres 2013. Par rapport au 2<sup>ème</sup> trimestre 2012, 14.732 chômeurs complets masculins supplémentaires ont été recensés durant le 2<sup>ème</sup> trimestre 2013 ce qui équivaut à une progression de 6,7 %.

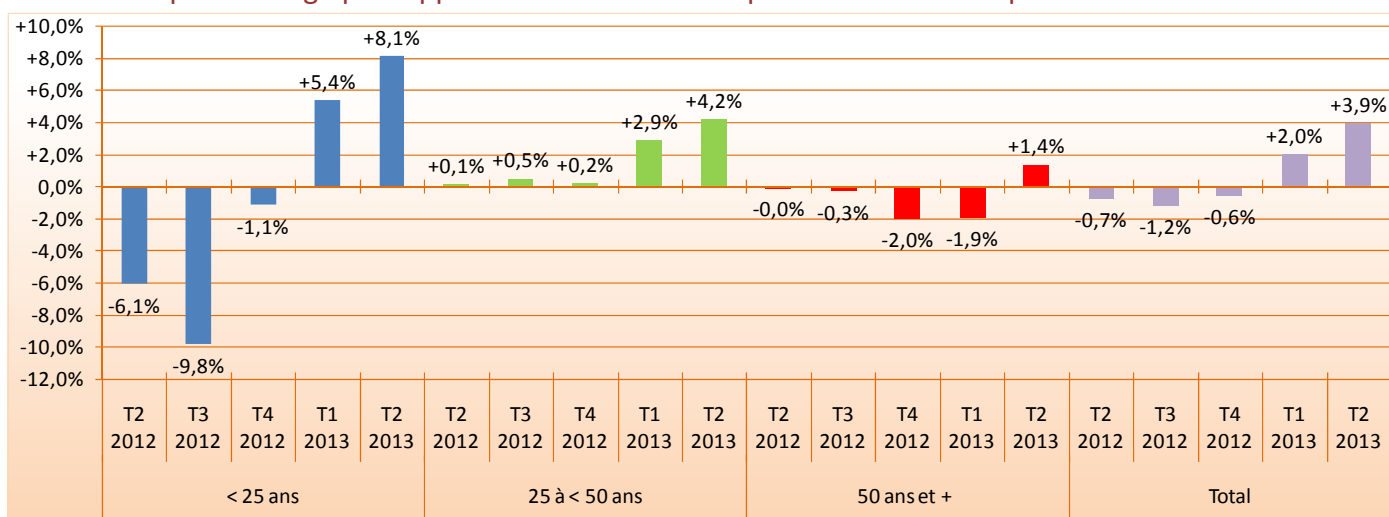
## 4.3 Par classe d'âge

Tableau 16

		< 25 ans	25 à < 50 ans	50 ans et +	Total			< 25 ans	25 à < 50 ans	50 ans et +	Total
2007	T1	64.756	289.144	91.613	445.513	2007	T1	100	100	100	100
	T2	60.576	272.808	92.414	425.798		T2	100	100	100	100
	T3	65.990	274.412	93.925	434.326		T3	100	100	100	100
	T4	59.757	257.449	93.504	410.710		T4	100	100	100	100
	Année	62.770	273.453	92.864	429.087		Année	100	100	100	100
2008	T1	59.537	262.957	95.481	417.975	2008	T1	92	91	104	94
	T2	55.536	245.824	93.487	394.848		T2	92	90	101	93
	T3	60.809	251.196	94.078	406.083		T3	92	92	100	93
	T4	57.893	244.049	94.534	396.475		T4	97	95	101	97
	Année	58.444	251.007	94.395	403.845		Année	93	92	102	94
2009	T1	63.270	265.970	98.973	428.214	2009	T1	98	92	108	96
	T2	63.764	264.982	100.028	428.773		T2	105	97	108	101
	T3	70.032	274.236	102.587	446.855		T3	106	100	109	103
	T4	65.072	264.596	102.969	432.638		T4	109	103	110	105
	Année	65.535	267.446	101.139	434.120		Année	104	98	109	101
2010	T1	66.695	279.668	107.277	453.640	2010	T1	103	97	117	102
	T2	62.476	266.345	106.160	434.981		T2	103	98	115	102
	T3	66.172	267.871	106.517	440.560		T3	100	98	113	101
	T4	60.622	257.933	105.967	424.522		T4	101	100	113	103
	Année	63.992	267.954	106.480	438.426		Année	102	98	115	102
2011	T1	60.162	267.389	108.027	435.578	2011	T1	93	92	118	98
	T2	55.009	251.213	106.440	412.662		T2	91	92	115	97
	T3	61.278	256.934	106.940	425.152		T3	93	94	114	98
	T4	57.926	249.655	106.320	413.901		T4	97	97	114	101
	Année	58.594	256.298	106.932	421.823		Année	93	94	115	98
2012	T1	57.966	261.817	107.932	427.715	2012	T1	90	91	118	96
	T2	51.658	251.516	106.399	409.574		T2	85	92	115	96
	T3	55.256	258.211	106.636	420.103		T3	84	94	114	97
	T4	57.264	250.125	104.219	411.608		T4	96	97	111	100
	Année	55.536	255.417	106.296	417.250		Année	88	93	114	97
2013	T1	61.077	269.322	105.895	436.293	2013	T1	94	93	116	98
	T2	55.845	261.994	107.862	425.701		T2	92	96	117	100

Graphique 15

Variation en pourcentage par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente



Le chômage complet des moins de 25 ans suit l'évolution de la conjoncture avec environ 6 mois de retard : une poussée en 2009 (+ 9 % au 4<sup>ème</sup> trimestre 2009), un reflux en 2010 et un retour à la situation de 2008 (niveau d'avant la crise) fin 2011. En 2012, partiellement du fait de la prolongation de 3 mois du stage d'insertion (à partir du 1<sup>er</sup> janvier), le nombre de chômeurs complets indemnisés de moins de 25 ans a encore diminué chaque trimestre par rapport aux trimestres correspondants de 2011. En revanche, comparé au 1<sup>er</sup> trimestre 2012, le chômage complet au sein de la classe d'âge des moins de 25 ans était reparti à la hausse pour la première fois durant le 1<sup>er</sup> trimestre 2013 : + 5,4 %. En termes relatifs, au 2<sup>ème</sup> trimestre 2013, à un an d'intervalle, cette nouvelle tendance à la hausse se confirme encore davantage: + 8,1 % (ou + 4.187 unités).

Le chômage complet dans la catégorie d'âge des 25 à moins de 50 ans fluctue dans une moindre mesure en fonction de la conjoncture. On y enregistre d'abord encore une baisse en 2008 suivie d'une hausse progressive durant la période de crise avec, en chiffres absolus, un maximum de 279.668 paiements relevé pour le 1<sup>er</sup> trimestre 2010. A partir de la seconde moitié de 2010 et jusque fin 2011, on retrouve pratiquement les chiffres de 2008. Une période de stabilisation suit en 2012 mais qui n'est plus d'actualité durant le 1<sup>er</sup> trimestre 2013. En effet, pour le 1<sup>er</sup> trimestre 2013 et encore davantage pour le 2<sup>ème</sup> trimestre, le chômage complet dans cette classe d'âge repart à nouveau à la hausse sur base annuelle : + 2,9 % pour le 1<sup>er</sup> trimestre 2013 et + 4,2 % pour le 2<sup>ème</sup> trimestre 2013.

Enfin, le nombre des 50 ans et + a considérablement augmenté depuis 2007. Cette évolution s'explique essentiellement par le relèvement progressif de 50 à 58 ans (à 60 ans, le 1/1/2013) de l'âge à partir duquel les chômeurs peuvent obtenir une dispense d'inscription comme demandeur d'emploi et par l'augmentation de la population active dans cette classe d'âge. Après le pic enregistré pour le 1<sup>er</sup> trimestre 2011 (108.027 paiements) et la période de stabilisation qui s'en est suivie, on note au 4<sup>ème</sup> trimestre 2012 et au 1<sup>er</sup> trimestre 2013 une baisse sur une base annuelle (- 2 % et - 1,9 %). Il s'agit, en partie, d'un effet d'anticipation. Du fait que l'âge de la dispense a été relevé à 60 ans au 1<sup>er</sup> janvier 2013, certains chômeurs âgés de 58 ou 59 ans ont encore demandé la dispense avant la mise en œuvre effective de cette nouvelle mesure. Ainsi, on ne les retrouve plus dans la population des CCI- DE. Au cours du 2<sup>ème</sup> trimestre 2013, l'effet anticipatif de la modification réglementaire ne se fait plus sentir et on note au contraire une diminution des dispenses pour chômeurs plus âgés (- 2.772 unités sur une base annuelle). A un an d'intervalle, l'augmentation du nombre de CCI- DE âgés de 50 ans et + est de 1,4 % au 2<sup>ème</sup> trimestre 2013. Cette augmentation résulte en partie du changement de réglementation. Comme mentionné au point 6.2, page 36, on peut estimer que cette modification de la réglementation a fait augmenter le nombre de chômeurs complets indemnisés demandeurs d'emploi de plus de 4 000 personnes depuis janvier 2013.

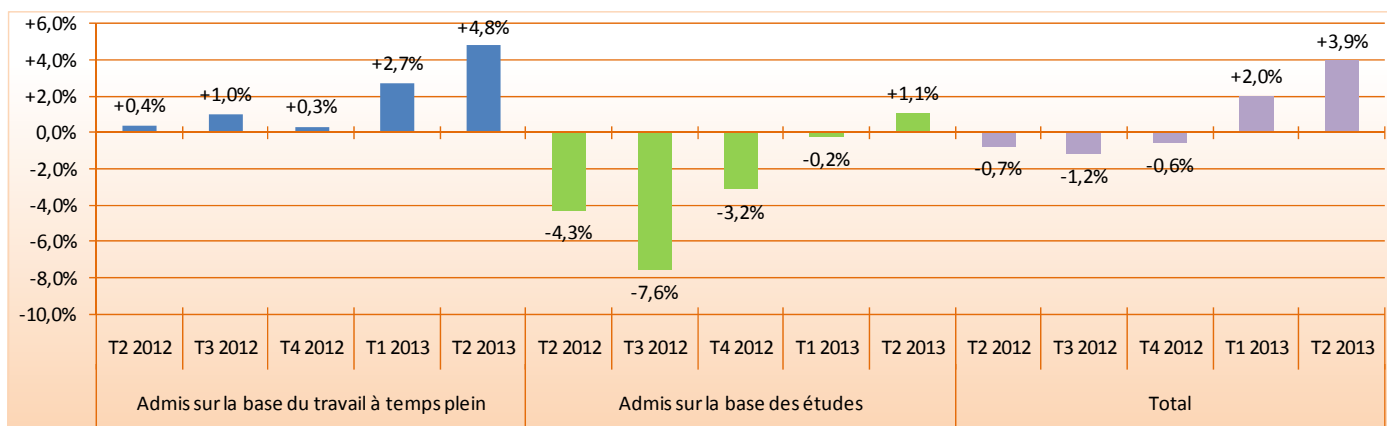
## 4.4 Par base d'admission

Tableau 17

		Admis sur la base du travail à temps plein	Admis sur la base des études	Total			Admis sur la base du travail à temps plein	Admis sur la base des études	Total
2007	T1	327.072	118.441	445.513	2007	T1	100	100	100
	T2	312.216	113.582	425.798		T2	100	100	100
	T3	313.113	121.213	434.326		T3	100	100	100
	T4	298.140	112.570	410.710		T4	100	100	100
	Année	312.635	116.452	429.087		Année	100	100	100
2008	T1	306.893	111.082	417.975	2008	T1	94	94	94
	T2	289.331	105.517	394.848		T2	93	93	93
	T3	294.693	111.390	406.083		T3	94	92	93
	T4	290.854	105.621	396.475		T4	98	94	97
	Année	295.443	108.403	403.845		Année	95	93	94
2009	T1	320.058	108.156	428.214	2009	T1	98	91	96
	T2	321.459	107.314	428.773		T2	103	94	101
	T3	331.516	115.339	446.855		T3	106	95	103
	T4	323.677	108.961	432.638		T4	109	97	105
	Année	324.178	109.943	434.120		Année	104	94	101
2010	T1	342.704	110.936	453.640	2010	T1	105	94	102
	T2	327.330	107.651	434.981		T2	105	95	102
	T3	326.737	113.823	440.560		T3	104	94	101
	T4	317.062	107.460	424.522		T4	106	95	103
	Année	328.458	109.967	438.426		Année	105	94	102
2011	T1	328.408	107.171	435.578	2011	T1	100	90	98
	T2	311.657	101.005	412.662		T2	100	89	97
	T3	315.777	109.375	425.152		T3	101	90	98
	T4	308.800	105.101	413.901		T4	104	93	101
	Année	316.160	105.663	421.823		Année	101	91	98
2012	T1	323.634	104.081	427.715	2012	T1	99	88	96
	T2	312.901	96.672	409.574		T2	100	85	96
	T3	318.992	101.111	420.103		T3	102	83	97
	T4	309.818	101.790	411.608		T4	104	90	100
	Année	316.336	100.914	417.250		Année	101	87	97
2013	T1	332.450	103.843	436.293	2013	T1	102	88	98
	T2	327.996	97.705	425.701		T2	105	86	100

Graphique 16

Variation en pourcentage par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente



Le nombre de CCI- DE admis sur la base du travail a augmenté de 4,8 % durant le 2<sup>ème</sup> trimestre 2013 par rapport au 2<sup>ème</sup> trimestre 2012. Cette hausse s'accroît de trimestre à trimestre ; elle s'élevait à + 2,7 % au 1<sup>er</sup> trimestre 2013 sur une base annuelle.

Le nombre de CCI- DE admis sur la base des études repart à la hausse (+ 1,1 %) pour la première fois depuis 11 trimestres consécutifs de baisse sur une base annuelle. Cette hausse s'explique en partie par la hausse sur une base annuelle (+ 1.368 personnes) du nombre des entrées en première admission dans le statut des CCI- DE admis sur la base des études : 4.638 personnes au 2<sup>ème</sup> trimestre 2013 contre 3 270 au 2<sup>ème</sup> trimestre 2012.

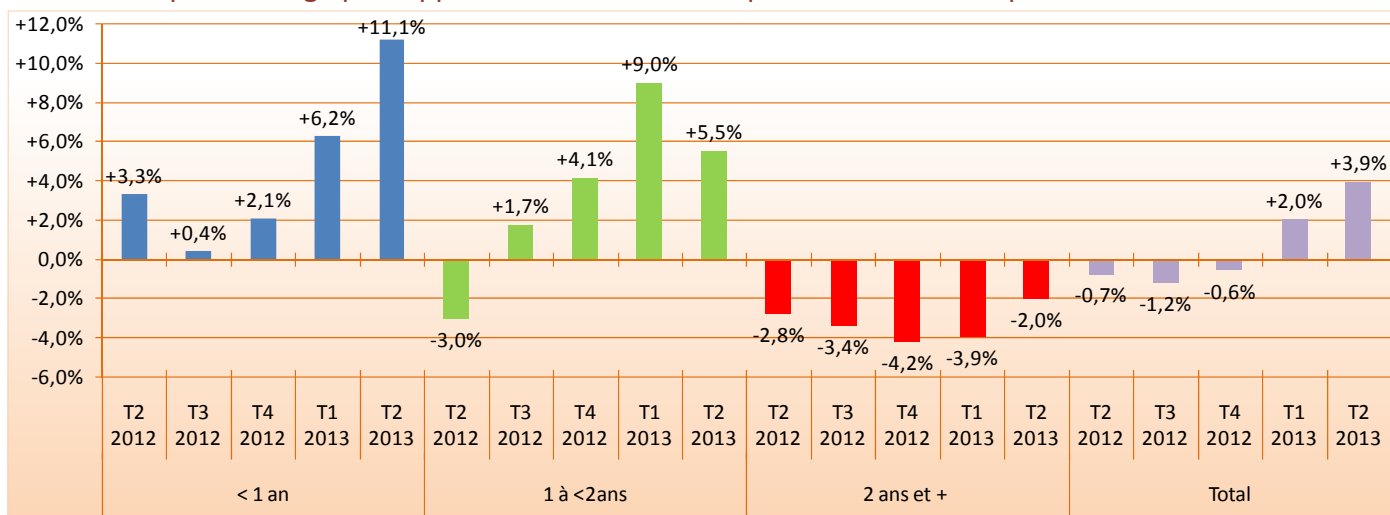
## 4.5 Par durée de chômage

Tableau 18

		< 1 an	1 à <2ans	2 ans et +	Total			< 1 an	1 à <2ans	2 ans et +	Total
2007	T1	141.314	71.407	232.792	445.513	2007	T1	100	100	100	100
	T2	128.035	68.662	229.101	425.798		T2	100	100	100	100
	T3	136.253	69.189	228.884	434.326		T3	100	100	100	100
	T4	130.815	63.495	216.401	410.710		T4	100	100	100	100
	Année	134.104	68.188	226.794	429.087		Année	100	100	100	100
2008	T1	139.998	64.450	213.527	417.975	2008	T1	99	90	92	94
	T2	126.524	62.042	206.282	394.848		T2	99	90	90	93
	T3	135.360	64.512	206.211	406.083		T3	99	93	90	93
	T4	137.519	61.755	197.201	396.475		T4	105	97	91	97
	Année	134.850	63.190	205.805	403.845		Année	101	93	91	94
2009	T1	162.459	66.904	198.851	428.214	2009	T1	115	94	85	96
	T2	162.734	68.539	197.500	428.773		T2	127	100	86	101
	T3	170.799	75.164	200.891	446.855		T3	125	109	88	103
	T4	161.819	75.862	194.957	432.638		T4	124	119	90	105
	Année	164.453	71.617	198.050	434.120		Année	123	105	87	101
2010	T1	167.564	86.020	200.055	453.640	2010	T1	119	120	86	102
	T2	150.480	86.045	198.456	434.981		T2	118	125	87	102
	T3	151.071	87.408	202.080	440.560		T3	111	126	88	101
	T4	146.905	79.264	198.353	424.522		T4	112	125	92	103
	Année	154.005	84.684	199.736	438.426		Année	115	124	88	102
2011	T1	154.626	78.443	202.509	435.578	2011	T1	109	110	87	98
	T2	140.374	73.019	199.269	412.662		T2	110	106	87	97
	T3	148.161	74.059	202.933	425.152		T3	109	107	89	98
	T4	147.865	69.595	196.441	413.901		T4	113	110	91	101
	Année	147.756	73.779	200.288	421.823		Année	110	108	88	98
2012	T1	159.813	71.241	196.661	427.715	2012	T1	113	100	84	96
	T2	144.966	70.826	193.782	409.574		T2	113	103	85	96
	T3	148.732	75.336	196.035	420.103		T3	109	109	86	97
	T4	150.920	72.461	188.227	411.608		T4	115	114	87	100
	Année	151.108	72.466	193.676	417.250		Année	113	106	85	97
2013	T1	169.770	77.625	188.898	436.293	2013	T1	120	109	81	98
	T2	161.122	74.718	189.861	425.701		T2	126	109	83	100

Graphique 17

Variation en pourcentage par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente



Le chômage complet de courte durée (de moins d'un an) augmente, du fait de la crise économique, jusqu'au 2<sup>ème</sup> trimestre 2009. Cette période est suivie d'une certaine amélioration de la conjoncture qui a engendré une tendance à la baisse du chômage de courte durée. A partir du 4<sup>ème</sup> trimestre 2011 et jusqu'au 4<sup>ème</sup> trimestre 2012, le chômage complet de courte durée est légèrement reparti à la hausse si on le compare avec les trimestres correspondants de l'année précédente. Cette hausse s'est renforcée durant le 1<sup>er</sup> trimestre 2013 : + 6,2 % par rapport au 1<sup>er</sup> trimestre 2012 mais encore bien davantage durant le 2<sup>ème</sup> trimestre 2013 qui connaît une hausse importante de 11,1 %.

Le chômage complet de 1 à moins de 2 ans a atteint un sommet durant le 3<sup>ème</sup> trimestre 2010 (87.408 paiements). Il s'en est suivi une période de relativement forte baisse sous l'effet du renforcement des mesures d'activation. A partir du 3<sup>ème</sup> trimestre 2012, cette tendance s'inverse à nouveau : le nombre de chômeurs de 1 à moins de 2 ans a de nouveau progressé quand on compare avec les trimestres correspondants de l'année précédente. Cette hausse se retrouve durant le 1<sup>er</sup> trimestre 2013 : + 9,0 % par rapport au 1<sup>er</sup> trimestre de 2012 et durant le deuxième trimestre 2013 : + 5,5 % par rapport au 2<sup>ème</sup> trimestre de 2012. On peut constater qu'alors que la hausse pour le chômage de moins d'un an a été plus forte au 2<sup>ème</sup> trimestre qu'au premier, c'est l'inverse pour le chômage de 1 à moins de 2 ans.

Enfin, le chômage de 2 ans et + a connu une évolution différente. L'impact cumulé du plan d'accompagnement et de suivi des chômeurs, des mesures d'activation et des titres- services a contribué à une évolution à la baisse du chômage de longue durée. Une exception dans cette période de baisse, les années 2010 et 2011 qui ont connu une certaine stabilisation résultant d'une entrée massive durant les années de crise 2009 et 2010. A partir du 4<sup>ème</sup> trimestre 2011, on enregistre de nouveau une diminution sur base annuelle. Pour le 1<sup>er</sup> trimestre 2013, on note un recul de 3,9 % par rapport à T1 2012 et encore une baisse - cependant moins prononcée - pour le 2<sup>ème</sup> trimestre 2013 : - 2,0 %.

# 5

## L'évolution des chômeurs complets indemnifiés (au sens large)

Tableau 19

	2007 - T2		2012 - T2		2013 - T2		2013/2007 en %	2013/2012 en %
<b>Sexe</b>								
Hommes	300.237	45,2 %	294.415	47,7 %	308.613	49,0 %	+ 2,8 %	+ 4,8 %
Femmes	363.395	54,8 %	323.099	52,3 %	321.666	51,0 %	- 11,5 %	- 0,4 %
<b>Age</b>								
- 25 ans	74.239	11,2 %	64.093	10,4 %	68.746	10,9 %	- 7,4 %	+ 7,3 %
25- 34 ans	152.821	23,0 %	149.132	24,2 %	157.592	25,0 %	+ 3,1 %	+ 5,7 %
35- 44 ans	142.367	21,5 %	128.279	20,8 %	130.309	20,7 %	- 8,5 %	+ 1,6 %
45- 49 ans	68.070	10,3 %	61.998	10,0 %	62.625	9,9 %	- 8,0 %	+ 1,0 %
50- 54 ans	74.959	11,3 %	65.208	10,6 %	65.022	10,3 %	- 13,3 %	- 0,3 %
55- 59 ans	94.031	14,2 %	81.221	13,2 %	80.650	12,8 %	- 14,2 %	- 0,7 %
60 ans et +	57.146	8,6 %	67.584	10,9 %	65.334	10,4 %	+ 14,3 %	- 3,3 %
<b>Catégorie d'allocations</b>								
Cohabitant ayant charge de famille (A)	227.245	34,2 %	192.442	31,2 %	189.186	30,0 %	- 16,7 %	- 1,7 %
Isolé (N)	157.104	23,7 %	157.798	25,6 %	159.541	25,3 %	+ 1,6 %	+ 1,1 %
Cohabitant sans charge de famille (B)	267.594	40,3 %	258.094	41,8 %	272.988	43,3 %	+ 2,0 %	+ 5,8 %
Autres (dont disp. raisons soc. et familiales)	11.689	1,8 %	9.181	1,5 %	8.563	1,4 %	- 26,7 %	- 6,7 %
<b>Statut d'allocation</b>								
C.C.I. demandeurs d'emploi	426.314	64,2 %	409.948	66,4 %	426.056	67,6 %	- 0,1 %	+ 3,9 %
Dispense ALE	1.307	0,2 %	1.333	0,2 %	1.324	0,2 %	+ 1,3 %	- 0,7 %
Formation professionnelle	18.297	2,8 %	19.017	3,1 %	20.226	3,2 %	+ 10,5 %	+ 6,4 %
Dispense pour suivre des études	19.250	2,9 %	19.659	3,2 %	20.306	3,2 %	+ 5,5 %	+ 3,3 %
Temps partiel volontaire	29.125	4,4 %	27.926	4,5 %	28.402	4,5 %	- 2,5 %	+ 1,7 %
Temps part. avec alloc. de garantie de rev.	49.777	7,5 %	54.089	8,8 %	53.964	8,6 %	+ 8,4 %	- 0,2 %
Dispense NDE âgés	108.729	16,4 %	77.073	12,5 %	72.253	11,5 %	- 33,5 %	- 6,3 %
Dispense pour raisons sociales et familiales	10.834	1,6 %	8.470	1,4 %	7.747	1,2 %	- 28,5 %	- 8,5 %
<b>Base d'admissibilité</b>								
Travail	525.648	79,2 %	494.178	80,0 %	506.096	80,3 %	- 3,7 %	+ 2,4 %
Etudes	137.984	20,8 %	123.336	20,0 %	124.183	19,7 %	- 10,0 %	+ 0,7 %
<b>Branches d'activités regroupées</b>								
Agriculture	7.443	1,1 %	6.468	1,0 %	6.464	1,0 %	- 13,2 %	- 0,1 %
Construction	31.241	4,7 %	29.435	4,8 %	31.956	5,1 %	+ 2,3 %	+ 8,6 %
Industrie	109.251	16,5 %	82.579	13,4 %	79.661	12,6 %	- 27,1 %	- 3,5 %
<i>dont: industrie chimique</i>	9.935	1,5 %	8.212	1,3 %	7.850	1,2 %	- 21,0 %	- 4,4 %
<i>construction mécanique</i>	22.356	3,4 %	19.088	3,1 %	18.976	3,0 %	- 15,1 %	- 0,6 %
<i>industrie des produits alimentaires</i>	14.990	2,3 %	11.928	1,9 %	11.856	1,9 %	- 20,9 %	- 0,6 %
<i>industrie du vêtement</i>	11.413	1,7 %	6.975	1,1 %	6.288	1,0 %	- 44,9 %	- 9,9 %
Services commerciaux	287.336	43,3 %	298.400	48,3 %	306.859	48,7 %	+ 6,8 %	+ 2,8 %
<i>dont: commerce</i>	57.899	8,7 %	51.793	8,4 %	52.267	8,3 %	- 9,7 %	+ 0,9 %
<i>banques/assurances</i>	10.522	1,6 %	6.608	1,1 %	6.217	1,0 %	- 40,9 %	- 5,9 %
<i>horeca</i>	33.614	5,1 %	32.606	5,3 %	33.495	5,3 %	- 0,4 %	+ 2,7 %
<i>services aux entreprises</i>	62.350	9,4 %	71.803	11,6 %	76.984	12,2 %	+ 23,5 %	+ 7,2 %
Services non commerciaux	94.446	14,2 %	85.545	13,9 %	87.516	13,9 %	- 7,3 %	+ 2,3 %
<i>dont: enseignement</i>	15.906	2,4 %	15.143	2,5 %	15.569	2,5 %	- 2,1 %	+ 2,8 %
Jeunes ayant quitté l'école/ act. insuffis. décrites	133.915	20,2 %	115.086	18,6 %	117.823	18,7 %	- 12,0 %	+ 2,4 %
<b>Répartition régionale</b>								
Région flamande	276.395	41,6 %	251.468	40,7 %	258.361	41,0 %	- 6,5 %	+ 2,7 %
Région wallonne	291.231	43,9 %	266.817	43,2 %	271.378	43,1 %	- 6,8 %	+ 1,7 %
Région de Bruxelles- Capitale	96.006	14,5 %	99.229	16,1 %	100.540	16,0 %	+ 4,7 %	+ 1,3 %
<b>Total</b>	<b>663.632</b>	<b>100 %</b>	<b>617.514</b>	<b>100 %</b>	<b>630.279</b>	<b>100 %</b>	<b>- 5,0 %</b>	<b>+ 2,1 %</b>



Pour rappel, les chômeurs complets indemnisés analysés dans ce sous- chapitre englobent les mesures d'activation et de formation ainsi que le travail à temps partiel, mais pas le chômage avec complément d'entreprise.

Au cours du 2<sup>ème</sup> trimestre 2013, on enregistre en moyenne 630.279 chômeurs complets indemnisés demandeurs d'emploi ou non demandeurs d'emploi, soit une hausse de 2,1 % par rapport à la même période de l'année passée. Comparée au 2<sup>ème</sup> trimestre 2007, la diminution s'élève, néanmoins, encore à 5,0 %.

Le nombre de chômeurs complets indemnisés hommes est toujours en hausse : + 4,8 % pour le 2<sup>ème</sup> trimestre 2013 par rapport au 2<sup>ème</sup> trimestre 2012. Dans le même temps, le nombre de leurs homologues femmes a encore très légèrement diminué (- 0,4 %). Ainsi, pour le 2<sup>ème</sup> trimestre 2013, on dénombre 308.613 hommes et 321.666 femmes.

Au 2<sup>ème</sup> trimestre 2013 par rapport au 2<sup>ème</sup> trimestre 2012, les classes d'âge les plus basses augmentent le plus : + 7,3 % pour les moins de 25 ans, + 5,7 % pour les 25- 35 ans. Les 60 ans et +, par contre, enregistrent une diminution de 3,3 % qui résulte notamment du départ progressif et plus massif à la retraite des chômeurs issus de la génération du baby boom.

Du 2<sup>ème</sup> trimestre 2012 au 2<sup>ème</sup> trimestre 2013, la hausse du nombre de chômeurs complets s'accroît encore le plus dans les secteurs de la construction (+ 8,6 %) et des services commerciaux (+ 2,8 %).

Sur la même période, la ventilation par région indique que le nombre de chômeurs complets au sens large a progressé le plus en Flandre (+ 2,7 %) suivie de la Wallonie (+ 1,7 %) et de Bruxelles (+ 1,3 %).

Les effets de la conjoncture défavorable sur l'évolution des chômeurs complets indemnisés se font ainsi de plus en plus ressentir à travers l'augmentation des groupes les plus sensibles à la détérioration de la conjoncture : les chômeurs de la Région flamande, les hommes, les jeunes,...

## 6

## L'évolution des chômeurs avec complément d'entreprise et des chômeurs âgés dispensés

Tableau 20

	2007 - T2		2012 - T2		2013 - T2		2013/2007 en %	2013/2012 en %
	<b>Sexe</b>							
Hommes	147.588	66,2 %	123.721	64,0 %	117.252	63,5 %	- 20,6 %	- 5,2 %
Femmes	75.312	33,8 %	69.553	36,0 %	67.292	36,5 %	- 10,6 %	- 3,3 %
	<b>Age</b>							
50 - 54 ans	4.650	2,1 %	1.515	0,8 %	896	0,5 %	- 80,7 %	- 40,8 %
55 - 59 ans	99.549	44,7 %	53.286	27,6 %	49.227	26,7 %	- 50,6 %	- 7,6 %
60 ans et +	118.701	53,3 %	138.473	71,6 %	134.422	72,8 %	+ 13,2 %	- 2,9 %
	<b>BC</b>							
Anvers	17.154	7,7 %	15.112	7,8 %	14.322	7,8 %	- 16,5 %	- 5,2 %
Bruxelles	15.579	7,0 %	12.217	6,3 %	11.542	6,3 %	- 25,9 %	- 5,5 %
Liège	14.820	6,6 %	12.125	6,3 %	10.993	6,0 %	- 25,8 %	- 9,3 %
Hasselt								
Gand	13.419	6,0 %	11.848	6,1 %	11.350	6,2 %	- 15,4 %	- 4,2 %
Charleroi	11.822	5,3 %	9.973	5,2 %	9.450	5,1 %	- 20,1 %	- 5,2 %
Turnhout	11.547	5,2 %	10.577	5,5 %	10.397	5,6 %	- 10,0 %	- 1,7 %
Vilvorde	10.995	4,9 %	9.755	5,0 %	9.392	5,1 %	- 14,6 %	- 3,7 %
Louvain								
Malines	7.940	3,6 %	6.944	3,6 %	6.622	3,6 %	- 16,6 %	- 4,6 %
Courtrai	7.642	3,4 %	6.909	3,6 %	6.712	3,6 %	- 12,2 %	- 2,9 %
La Louvière	7.007	3,1 %	5.895	3,0 %	5.772	3,1 %	- 17,6 %	- 2,1 %
Nivelles	6.539	2,9 %	5.874	3,0 %	5.536	3,0 %	- 15,3 %	- 5,8 %
Bruges	6.446	2,9 %	5.500	2,8 %	5.181	2,8 %	- 19,6 %	- 5,8 %
Alost	6.095	2,7 %	5.130	2,7 %	4.845	2,6 %	- 20,5 %	- 5,6 %
Roulers	5.844	2,6 %	5.491	2,8 %	5.450	3,0 %	- 6,7 %	- 0,8 %
Saint- Nicolas	5.638	2,5 %	4.664	2,4 %	4.434	2,4 %	- 21,4 %	- 4,9 %
Namur								
Ostende	5.499	2,5 %	5.005	2,6 %	4.870	2,6 %	- 11,4 %	- 2,7 %
Tongres	5.261	2,4 %	4.412	2,3 %	4.126	2,2 %	- 21,6 %	- 6,5 %
Mons								
Tournai	4.899	2,2 %	4.277	2,2 %	4.090	2,2 %	- 16,5 %	- 4,4 %
Termonde	4.869	2,2 %	4.155	2,1 %	3.923	2,1 %	- 19,4 %	- 5,6 %
Verviers	4.595	2,1 %	4.082	2,1 %	3.951	2,1 %	- 14,0 %	- 3,2 %
Huy	2.857	1,3 %	2.646	1,4 %	2.388	1,3 %	- 16,4 %	- 9,7 %
Audenarde	2.831	1,3 %	2.808	1,5 %	2.699	1,5 %	- 4,7 %	- 3,9 %
Ypres	2.649	1,2 %	2.456	1,3 %	2.391	1,3 %	- 9,8 %	- 2,6 %
Arlon	2.432	1,1 %	2.348	1,2 %	2.343	1,3 %	- 3,7 %	- 0,2 %
Mouscron	2.168	1,0 %	1.669	0,9 %	1.639	0,9 %	- 24,4 %	- 1,8 %
Boom	1.974	0,9 %	1.696	0,9 %	1.562	0,9 %	- 20,9 %	- 7,9 %
	<b>Répartition régionale</b>							
Région flamande	139.346	62,5 %	122.663	63,5 %	117.436	63,6 %	- 15,7 %	- 4,3 %
Région wallonne	67.975	30,5 %	58.394	30,2 %	55.566	30,1 %	- 18,3 %	- 4,8 %
Région de Bruxelles- Capitale	15.579	7,0 %	12.217	6,3 %	11.542	6,3 %	- 25,9 %	- 5,5 %
	<b>Branche d'activités regroupées</b>							
Agriculture, sylviculture, pêche	951	0,4 %	765	0,4 %	781	0,4 %	- 17,9 %	+ 2,0 %
Extraction de minerais	9.924	4,5 %	7.357	3,8 %	6.811	3,7 %	- 31,4 %	- 7,4 %
Industrie de transformation	98.149	44,0 %	77.879	40,3 %	72.180	39,1 %	- 26,5 %	- 7,3 %
dont:								
<i>construction mécanique</i>	34.163	15,3 %	29.043	15,0 %	26.789	14,5 %	- 21,6 %	- 7,8 %
<i>production métallurgique</i>	8.839	4,0 %	5.944	3,1 %	5.350	2,9 %	- 39,5 %	- 10,0 %
<i>industrie chimique</i>	11.071	5,0 %	9.603	5,0 %	8.836	4,8 %	- 20,2 %	- 8,0 %
<i>industrie alimentaire</i>	8.901	4,0 %	7.097	3,7 %	6.782	3,7 %	- 23,8 %	- 4,4 %
Construction	17.928	8,0 %	14.867	7,7 %	14.598	7,9 %	- 18,6 %	- 1,8 %
Electricité, eau, gaz	208	0,1 %	111	0,1 %	98	0,1 %	- 52,6 %	- 11,7 %
Commerce, banques, assurances	21.745	9,8 %	17.040	8,8 %	15.486	8,4 %	- 28,8 %	- 9,1 %
Transports, communications	6.611	3,0 %	6.233	3,2 %	6.016	3,3 %	- 9,0 %	- 3,5 %
Services	53.778	24,1 %	53.650	27,8 %	52.199	28,3 %	- 2,9 %	- 2,7 %
Activités insuffisamment décrites	13.606	6,1 %	15.372	8,0 %	16.376	8,9 %	+ 20,4 %	+ 6,5 %
<b>Total</b>	<b>222.900</b>	<b>100 %</b>	<b>193.274</b>	<b>100 %</b>	<b>184.544</b>	<b>100 %</b>	<b>- 17,2 %</b>	<b>- 4,5 %</b>

Lorsqu'on additionne chômeurs avec complément d'entreprise et chômeurs âgés dispensés, entre le 2<sup>ème</sup> trimestre 2012 et 2013, on constate une baisse globale de 4,5 %. A remarquer la baisse de 40,8 % dans la classe d'âge des 50 à 54 ans. Au 2<sup>ème</sup> trimestre 2013, à un an d'intervalle, les hommes ont diminué de 5,2 % et les femmes de 3,3 %. La Région de Bruxelles- Capitale a davantage régressé que la Région wallonne et la Région flamande : - 5,5 % contre respectivement : - 4,8 % et - 4,3 %.

## 6.1

### L'évolution des chômeurs avec complément d'entreprise

Tableau 21

Age	T2 2007			T2 2012			T2 2013		
	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total
50 - 54 a.	2.942	810	3.752	1.046	283	1.329	669	102	772
55 - 59 a.	32.687	8.277	40.964	24.638	8.439	33.077	22.714	7.633	30.347
60 a. et +	56.254	13.201	69.455	59.639	22.156	81.796	57.951	23.221	81.173
<b>Total</b>	<b>91.882</b>	<b>22.288</b>	<b>114.171</b>	<b>85.324</b>	<b>30.878</b>	<b>116.201</b>	<b>81.335</b>	<b>30.956</b>	<b>112.291</b>

Age	Diff. 2013/2007 en %			Diff. 2013/2012 en %		
	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total
50 - 54 a.	- 77,2 %	- 87,4 %	- 79,4 %	- 36,0 %	- 63,8 %	- 41,9 %
55 - 59 a.	- 30,5 %	- 7,8 %	- 25,9 %	- 7,8 %	- 9,6 %	- 8,3 %
60 a. et +	+ 3,0 %	+ 75,9 %	+ 16,9 %	- 2,8 %	+ 4,8 %	- 0,8 %
<b>Total</b>	<b>- 11,5 %</b>	<b>+ 38,9 %</b>	<b>- 1,6 %</b>	<b>- 4,7 %</b>	<b>+ 0,3 %</b>	<b>- 3,4 %</b>

dont les demandeurs d'emploi :

Tableau 22

Age	T2 2012			T2 2013			Diff. 2013/2012 en %		
	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total
50 - 54 a.	552	224	775	382	82	463	- 30,8 %	- 63,5 %	- 40,2 %
55 - 59 a.	2.081	977	3.058	2.239	1.062	3.301	+ 7,6 %	+ 8,7 %	+ 7,9 %
60 a. et +	243	153	395	397	221	617	+ 63,5 %	+ 44,5 %	+ 56,2 %
<b>Total</b>	<b>2.876</b>	<b>1.353</b>	<b>4.229</b>	<b>3.017</b>	<b>1.364</b>	<b>4.381</b>	<b>+ 4,9 %</b>	<b>+ 0,8 %</b>	<b>+ 3,6 %</b>

L'ancienne appellation 'prépension' a été remplacée le 1<sup>er</sup> janvier 2012 par celle de 'chômage avec complément d'entreprise'. A la même date, l'accès à la prépension à temps partiel a été supprimé.

On continue d'observer une diminution du nombre de chômeurs avec complément d'entreprise dans toutes les classes d'âge. Dans la classe d'âge de 50 à 54 ans, la baisse est de 41,9 % entre le 2<sup>ème</sup> trimestre 2012 et le 2<sup>ème</sup> trimestre 2013 et de 79,4 % entre le 2<sup>ème</sup> trimestre 2007 et le 2<sup>ème</sup> trimestre 2013. Dans celle de 55 à 59 ans, la baisse est de 8,3 % entre le 2<sup>ème</sup> trimestre 2012 et le 2<sup>ème</sup> trimestre 2013 et de 25,9 % entre le 2<sup>ème</sup> trimestre 2007 et le 2<sup>ème</sup> trimestre 2013. Entre le 2<sup>ème</sup> trimestre 2012 et le 2<sup>ème</sup> trimestre 2013, dans la classe d'âge des 60 ans et +, on observe une diminution de 0,8 %, nonobstant une hausse de 16,9 % en comparaison avec le 2<sup>ème</sup> trimestre 2007. Le nombre total de chômeurs avec complément d'entreprise a régressé de 3,4 % par rapport au 2<sup>ème</sup> trimestre 2012 ( déjà- 3,0 % entre le 1<sup>er</sup> trimestre 2012 et 2013) et de 1,6 % par rapport au 2<sup>ème</sup> trimestre 2007.

L'évolution du chômage avec complément d'entreprise est fortement influencée par :

- l'évolution démographique et l'évolution de la population active. La population active âgée de 50 à 64 ans a en effet augmenté de 47,8 % entre T1 2004 et T1 2013<sup>8</sup> alors que celle âgée de 15 à 49 ans s'est à l'inverse réduite de 0,2 % sur la même période.
- le relèvement progressif de l'âge de la pension des femmes de 60 à 65 ans, qui explique déjà à lui seul l'augmentation entre 2007 et 2012.

<sup>8</sup> Voir point 11.2

## 6.2

### L'évolution des chômeurs âgés dispensés

Tableau 23

Age	T2 2007			T2 2012			T2 2013		
	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total
50 - 54 a.	375	524	898	80	106	186	61	63	124
55 - 59 a.	26.985	31.600	58.585	9.658	10.551	20.209	8.959	9.921	18.880
60 a. et +	28.346	20.900	49.246	28.659	28.019	56.678	26.897	26.352	53.249
<b>Total</b>	<b>55.706</b>	<b>53.023</b>	<b>108.729</b>	<b>38.397</b>	<b>38.676</b>	<b>77.073</b>	<b>35.917</b>	<b>36.336</b>	<b>72.253</b>

Age	Diff. 2013/2007 en %			Diff. 2013/2012 en %		
	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total
50 - 54 a.	- 83,7 %	- 87,9 %	- 86,2 %	- 24,1 %	- 40,1 %	- 33,2 %
55 - 59 a.	- 66,8 %	- 68,6 %	- 67,8 %	- 7,2 %	- 6,0 %	- 6,6 %
60 a. et +	- 5,1 %	+ 26,1 %	+ 8,1 %	- 6,1 %	- 5,9 %	- 6,0 %
<b>Total</b>	<b>- 35,5 %</b>	<b>- 31,5 %</b>	<b>- 33,5 %</b>	<b>- 6,5 %</b>	<b>- 6,1 %</b>	<b>- 6,3 %</b>

A un an d'intervalle, au 2<sup>ème</sup> trimestre 2013, le nombre total des chômeurs âgés dispensés a diminué de 6,3 %. Par rapport au deuxième trimestre 2007, on enregistre une baisse de 33,5 %.

Entre le 2<sup>ème</sup> trimestre 2012 et le 2<sup>ème</sup> trimestre 2013, cette baisse se retrouve dans toutes les classes d'âge : - 33,2 % pour les 50 à 54 ans, - 6,6 % pour les 55 à 59 ans et - 6,0 % pour les 60 ans et +.

Pour rappel, l'âge minimum pour demander la dispense a été relevé progressivement, depuis 2002, de 50 à 60 ans. Cet âge minimum est passé de 58 à 60 ans au 1<sup>er</sup> janvier 2013.

Le nombre d'entrées de chômeurs âgés de 58 et 59 ans dans le régime de dispense a diminué de 2 772 personnes au cours du 2<sup>ème</sup> trimestre 2013 par rapport au 2<sup>ème</sup> trimestre 2012 (et de - 4.124 personnes si on compare le 1<sup>er</sup> semestre 2013 avec le 1<sup>er</sup> semestre 2012).

# 7

## Mesures fédérales pour l'emploi

### 7.1

#### Primes de crise

##### 7.1.1

#### Demandes

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2012, le régime des primes de crise est en voie d'extinction – cf. point 7.2. Des paiements relatifs aux demandes introduites précédemment sont toujours effectués mais aucune nouvelle demande n'est encore recevable.

##### 7.1.2

#### Paiements

Tableau 24

		Région flamande	Région wallonne	Région bruxelloise	Pays
2010	T1	349	237	42	628
	T2	4.378	3.365	637	8.380
	T3	4.136	3.060	778	7.974
	T4	5.326	4.041	941	10.308
	Année	3.547	2.676	600	6.823
2011	T1	5.811	4.387	1.091	11.289
	T2	5.430	4.405	1.214	11.049
	T3	4.386	3.627	872	8.885
	T4	5.557	4.377	1.134	11.068
	Année	5.296	4.199	1.078	10.573
2012	T1	4.462	3.306	1.000	8.768
	T2	1.136	717	332	2.185
	T3	477	189	128	794
	T4	239	104	59	402
	Année	1.579	1.079	380	3.037
2013	T1	151	66	57	274
	T2	89	41	29	159
<b>Répartition</b>		<b>56 %</b>	<b>26 %</b>	<b>18 %</b>	<b>100 %</b>

Le nombre de primes de crise qui ont été payées trimestriellement aux travailleurs ayant perdu leur travail a augmenté au 1<sup>er</sup> trimestre 2011, jusqu'à un maximum de 11 289 primes. Depuis lors, ce nombre n'a pas cessé de décroître. Durant le 2<sup>ème</sup> trimestre 2013, seulement 159 primes ont encore été payées.

## 7.2

### Allocations de licenciement

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2012, l'allocation de licenciement a été introduite au bénéfice des travailleurs, des domestiques et des travailleurs sous contrat de travail titres- services. Cette mesure permanente remplace la prime de crise.

#### 7.2.1

#### Paiements

Tableau 25

		Région flamande	Région wallonne	Région bruxelloise	Pays
2012	T1	1.081	1.023	129	2.233
	T2	4.220	3.547	803	8.570
	T3	4.279	3.045	813	8.137
	T4	5.217	3.340	749	9.306
	Année	3.699	2.739	624	7.062
2013	T1	7.022	4.458	1.002	12.482
	T2	7.204	4.731	1.265	13.200
	Répartition	55 %	36 %	10 %	100 %

Au cours du 2<sup>ème</sup> trimestre 2013, 55 % des allocations ont été payées à des travailleurs issus de la Région flamande, 36 % à des travailleurs issus de la Région wallonne et 10 % à des travailleurs issus de la Région de Bruxelles- Capitale. Si on cumule les 2 régimes de primes (prime de crise et allocation de licenciement), on observe une augmentation de 24 % (+ 2.604) au 2<sup>ème</sup> trimestre 2013 par rapport au trimestre correspondant de 2012, ce qui traduit aussi la détérioration de la conjoncture.

## 7.3

### Plan d'embauche win-win

#### 7.3.1

##### Contrats

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2012, le plan d'embauche win-win n'est plus d'application. Des paiements sont toujours effectués sous ce régime pour des travailleurs qui ont été engagés antérieurement mais aucun nouveau contrat n'a plus été conclu.

Au total 124.742 contrats différents ont été conclus dans le cadre de ce plan.

#### 7.3.2

##### Paiements mensuels

Tableau 26

		Région flamande	Région wallonne	Région bruxelloise	Pays
2010	T1	702	1.120	154	1.975
	T2	5.410	7.226	1.149	13.785
	T3	8.846	12.481	2.107	23.434
	T4	12.266	17.378	3.153	32.798
	Année	6.806	9.551	1.641	17.998
2011	T1	15.636	22.494	4.398	42.528
	T2	17.459	25.480	4.870	47.809
	T3	18.751	27.045	5.116	50.912
	T4	19.942	30.026	5.787	55.756
	Année	17.947	26.261	5.043	49.251
2012	T1	18.302	27.897	5.402	51.601
	T2	12.608	19.170	3.649	35.427
	T3	7.529	11.551	2.246	21.326
	T4	2.992	4.540	897	8.429
	Année	10.358	15.790	3.049	29.196
2013	T1	493	539	167	1.199
	T2	34	22	4	60
<b>Répartition</b>		<b>58 %</b>	<b>36 %</b>	<b>7 %</b>	<b>100 %</b>

Seulement 60 paiements ont encore été enregistrés pour le 2<sup>ème</sup> trimestre 2013. Au 2<sup>ème</sup> trimestre 2013, on constate une baisse de 99,8 % par rapport au 2<sup>ème</sup> trimestre 2012 ce qui signifie que cette mesure est presque arrivée à extinction.



## 7.4

### Evolution des mesures d'activation selon le régime

Tableau 27

	ALE	Progr. de transition profess.	SINE	ACTIVA	Win-win	Compl. de reprise de travail	Total
T2 2007	28.653	6.197	8.833	38.644	0	4.367	86.693
T2 2012	17.639	5.230	11.077	28.000	35.427	20.448	117.821
T2 2013	16.710	5.236	11.200	32.114	60	19.838	85.158
Ecart en % 2013/2007	- 41,7 %	- 15,5 %	+ 26,8 %	- 16,9 %	-	+ 354,3 %	- 1,8 %
Ecart en % 2013/2012	- 5,3 %	+ 0,1 %	+ 1,1 %	+ 14,7 %	- 99,8 %	- 3,0 %	- 27,7 %
Part en % des régimes 2007	33,1 %	7,1 %	10,2 %	44,6 %	0,0 %	5,0 %	100 %
Part en % des régimes 2012	15,0 %	4,4 %	9,4 %	23,8 %	30,1 %	17,4 %	100 %
Part en % des régimes 2013	19,6 %	6,1 %	13,2 %	37,7 %	0,1 %	23,3 %	100 %

Au 2<sup>ème</sup> trimestre 2013, le nombre de paiements dans le cadre du plan activa représentent 37,7 % du total des paiements relatifs aux mesures d'activation. Ce nombre a augmenté de 14,7 % par rapport au 2<sup>ème</sup> trimestre 2012. Cette hausse est en partie due au déplacement progressif du plan d'embauche win-win en voie d'extinction vers le plan activa. Ce nombre n'a toutefois pas encore atteint le nombre de bénéficiaires enregistré au cours du 2<sup>ème</sup> trimestre 2007 (38.644).

La suppression du plan d'embauche win-win qui au 2<sup>ème</sup> trimestre 2012 représentait encore 30,1 % des paiements pour l'ensemble des mesures d'activation explique aussi la baisse globale de 27,7 % du nombre de bénéficiaires des mesures d'activation entre le 2<sup>ème</sup> trimestre 2012 et le 2<sup>ème</sup> trimestre 2013.

Par ailleurs, la remise au travail des 50 ans et + via le complément de reprise du travail a quelque peu régressé : de 20.448 au 2<sup>ème</sup> trimestre 2012 à 19.838 au 2<sup>ème</sup> trimestre 2013 (- 3 %) sans doute sous l'effet du relèvement, à partir de septembre 2012, de 50 à 55 ans, de l'âge pour en bénéficier.

La baisse du nombre de travailleurs prestant dans le cadre des Agences locales pour l'emploi s'explique par les modifications réglementaires opérées en 2004. Depuis lors, les nouveaux utilisateurs ne peuvent plus faire appel aux ALE pour une aide à domicile de nature ménagère ; d'autre part, les nouveaux travailleurs ne peuvent plus exercer un travail de nature ménagère.

## 7.5

### Titres- services

Tableau 28

	2007	2012	Evol. 2007 - 2012	T2 2012	T2 2013	Evol. T2 2012 - T2 2013
Utilisateurs actifs	449.899	899.558	+ 99,9 %	861.636	918.573	+ 6,6 %
Entreprises agréées	1.720	2.711	+ 57,6 %	2.709	2.581	- 4,7 %
Titres achetés	53.453.329	122.951.700	+ 130,0 %	29.320.149	31.981.153	+ 9,1 %
Titres utilisés	49.187.499	114.378.965	+ 132,5 %	28.633.310	31.245.301	+ 9,1 %

Le succès des titres- services apparaît clairement à la lumière du tableau ci-dessus : en 5 ans, de 2007 à 2012, le nombre d'utilisateurs actifs a augmenté de 99,9 % et le nombre de titres utilisés a crû de 132,5 %. Ce succès se maintient : entre le 2<sup>ème</sup> trimestre 2012 et le 2<sup>ème</sup> trimestre 2013, la hausse du nombre d'utilisateurs actifs est de 6,6 % et celle du nombre de titres achetés et utilisés de 9,1 %. Par contre, le nombre d'entreprises agréées a baissé notamment en raison d'un contrôle renforcé sur l'ensemble du secteur des titres- services et des nouvelles conditions d'agrément imposées aux entreprises. La hausse du prix des titres- services de 7,5 EUR à 8,5 EUR intervenue le 1<sup>er</sup> janvier 2013 ne semble par contre pas avoir freiné le recours au système.

## 8

*L'évolution de l'interruption de carrière et du crédit-temps*

Tableau 29

		2007	2012	Evol. 2007 - 2012	T2 2012	T2 2013	Evol. T2 2012 - T2 2013
Interruption de carrière ordinaire	complète	8.447	5.998	- 29,0 %	6.215	5.271	- 15,2 %
	mi-temps	36.838	33.932	- 7,9 %	34.469	32.116	- 6,8 %
	réd.1/3ème temps	907	1.089	+ 20,1 %	1.112	1.035	- 6,9 %
	réd.1/4ème temps	2.347	2.461	+ 4,9 %	2.483	2.292	- 7,7 %
	réd.1/5ème temps	23.242	29.687	+ 27,7 %	29.961	29.519	- 1,5 %
	Total	71.781	73.167	+ 1,9 %	74.240	70.233	- 5,4 %
Crédit- temps	complète	11.452	6.867	- 40,0 %	7.053	6.046	- 14,3 %
	mi-temps	32.092	38.314	+ 19,4 %	38.946	35.476	- 8,9 %
	réd.1/5ème temps	68.122	91.210	+ 33,9 %	91.762	91.627	- 0,1 %
	Total	111.666	136.391	+ 22,1 %	137.761	133.149	- 3,3 %
Congés thématiques	congé parental	34.111	50.766	+ 48,8 %	50.513	52.670	+ 4,3 %
	assistance médicale	5.554	11.443	+ 106,0 %	11.369	13.812	+ 21,5 %
	soins palliatifs	205	251	+ 22,4 %	243	298	+ 22,6 %
	Total	39.870	62.459	+ 56,7 %	62.126	66.780	+ 7,5 %
Total général		223.317	272.018	+ 21,8 %	274.127	270.162	- 1,4 %

Entre 2007 et 2012, le nombre de paiements pour l'interruption de carrière et le crédit-temps a augmenté de 21,8 %. Durant cette période, ce sont surtout les formes spécifiques d'interruption de carrière qui ont connu une forte augmentation : le congé parental (+ 48,8 %) et l'assistance médicale (+ 106 %). Par ailleurs, la réduction des prestations d'1/5<sup>ème</sup> temps a connu également une hausse appréciable à la fois dans le régime de l'interruption de carrière (+ 27,7 %) et du crédit-temps (+ 33,9 %). Les réductions de prestations sont de plus en plus nombreuses alors que l'interruption de carrière ordinaire complète et l'interruption de carrière complète en crédit temps diminuent respectivement de 29 % et 40 %.

La tendance relevée lors de la parution des derniers indicateurs trimestriels se confirme sur une base annuelle. Le nombre de travailleurs en interruption de carrière, en crédit-temps et ou en congés thématiques baisse de 1,4 % au 2<sup>ème</sup> trimestre 2013 par rapport au 2<sup>ème</sup> trimestre 2012. Cette diminution résulte pour partie des conditions d'accès plus strictes à ces régimes introduites progressivement en 2012 : conditions d'ancienneté, d'âge et de carrière plus strictes et durées autorisées plus courtes. La diminution touche surtout les interruptions complètes et à mi-temps et dans une moindre mesure les réductions d'1/5 temps. Le nombre de travailleurs qui prennent un congé parental a pourtant augmenté (+ 4,3 %) comme l'ont fait davantage encore le congé pour assistance médicale (+ 21,5 %) et le congé pour soins palliatifs (+ 22,6 %).

Tableau 30

	Interruption de carrière	Crédit-temps	Congés thématiques			Total	Total général
			Congé parental	Soins palliatifs	Assistance médicale		
T2 2012	977	1.932	4.385	129	839	5.353	8.262
T2 2013	912	2.296	4.587	160	1.177	5.923	9.132
Diff. en %	- 6,6 %	+ 18,8 %	+ 4,6 %	+ 23,8 %	+ 40,3 %	+ 10,7 %	+ 10,5 %

A la différence du tableau 29 qui traite de l'ensemble des bénéficiaires, le tableau 30 aborde seulement les personnes qui entrent dans les différents régimes. Pour chaque trimestre, il s'agit de la moyenne des entrants des 3 mois. Un entrant est une personne qui n'a pas bénéficié dudit régime au cours des 12 mois précédents.

Sur une base annuelle, on y relève de fortes variations. Le système interruption de carrière connaît une diminution de 6,6 % ; Le nombre d'entrants en crédit-temps augmente fortement sur une base annuelle de 18,8 %.

Les congés thématiques affichent aussi des hausses : le congé parental + 4,6 %, le congé pour assistance médicale + 40,3 % et le congé pour soins palliatifs + 23,8 %.

Au total, nous constatons une augmentation de 10,5 % au 2<sup>ème</sup> trimestre 2013 du nombre des personnes qui n'ont bénéficié d'aucune des mesures d'aménagement du temps de travail avec le soutien de l'ONEM au cours des 4 trimestres précédents.

# 9

## L'évolution des 3 groupes d'allocataires

Tableau 31

	T2 2007	T2 2012	T2 2013	Diff. T2 2007 - T2 2013	Diff. T2 2012 - T2 2013
Chômeurs indemnisés et chômeurs avec complément d'entreprise	687.946	638.520	645.876	- 6,1 %	+ 1,2 %
Demandeurs d'emploi	454.934	441.728	458.484	+ 0,8 %	+ 3,8 %
Non- demandeurs d'emploi	233.013	196.791	187.392	- 19,6 %	- 4,8 %
<b>Travailleurs soutenus par l'ONEM</b>	<b>266.768</b>	<b>359.506</b>	<b>350.980</b>	<b>+ 31,6 %</b>	<b>- 2,4 %</b>
Chômage temporaire & allocations assimilées	112.167	157.626	178.953	+ 59,5 %	+ 13,5 %
Travailleurs à temps partiel	4.327	3.517	3.459	- 20,1 %	- 1,7 %
Mesures d'activation et de formation	49.777	54.089	53.964	+ 8,4 %	- 0,2 %
Travailleurs aménageant leur temps de travail	100.497	144.273	114.604	+ 14,0 %	- 20,6 %
<b>Travailleurs aménageant leur temps de travail</b>	<b>223.424</b>	<b>274.851</b>	<b>270.680</b>	<b>+ 21,2 %</b>	<b>- 1,5 %</b>
Crédit-temps	110.997	137.761	133.149	+ 20,0 %	- 3,3 %
Interruption de carrière ordinaire	71.849	74.240	70.233	- 2,2 %	- 5,4 %
Formes spécifiques	39.868	62.126	66.780	+ 67,5 %	+ 7,5 %
Prépension à mi-temps	710	724	518	- 27,0 %	- 28,4 %
<b>Total des 3 groupes</b>	<b>1.178.138</b>	<b>1.272.877</b>	<b>1.267.536</b>	<b>+ 7,6 %</b>	<b>- 0,4 %</b>

La comparaison entre le 2<sup>ème</sup> trimestre 2007 et le 2<sup>ème</sup> trimestre 2013 fait apparaître une augmentation de 7,6 % du nombre d'allocataires de l'ONEM. Cette hausse concerne surtout les travailleurs, qu'il s'agisse de travailleurs soutenus par l'ONEM par le biais du chômage temporaire (+ 59,5 %) ou des mesures d'activation et de formation (+ 14 %) ou de travailleurs qui aménagent leur temps de travail avec l'aide de l'ONEM (+ 21,2 %). La catégorie des chômeurs indemnisés et des chômeurs avec complément d'entreprise diminue quant à elle de 6,1 %.

Entre le 2<sup>ème</sup> trimestre 2012 et le 2<sup>ème</sup> trimestre 2013, on constate une légère diminution du nombre total d'allocataires : - 0,4 %. En particulier, les bénéficiaires de mesures d'activation et de formation ont chuté de 20,6 % en 1 an. Cette baisse est surtout due à l'arrêt du plan d'embauche win-win.

Le chômage temporaire augmente, sur une base annuelle, de 13,5 %. Le nombre de chômeurs indemnisés et de chômeurs avec complément d'entreprise (demandeurs d'emploi et non- demandeurs d'emploi) augmente également légèrement (+ 1,2 %).

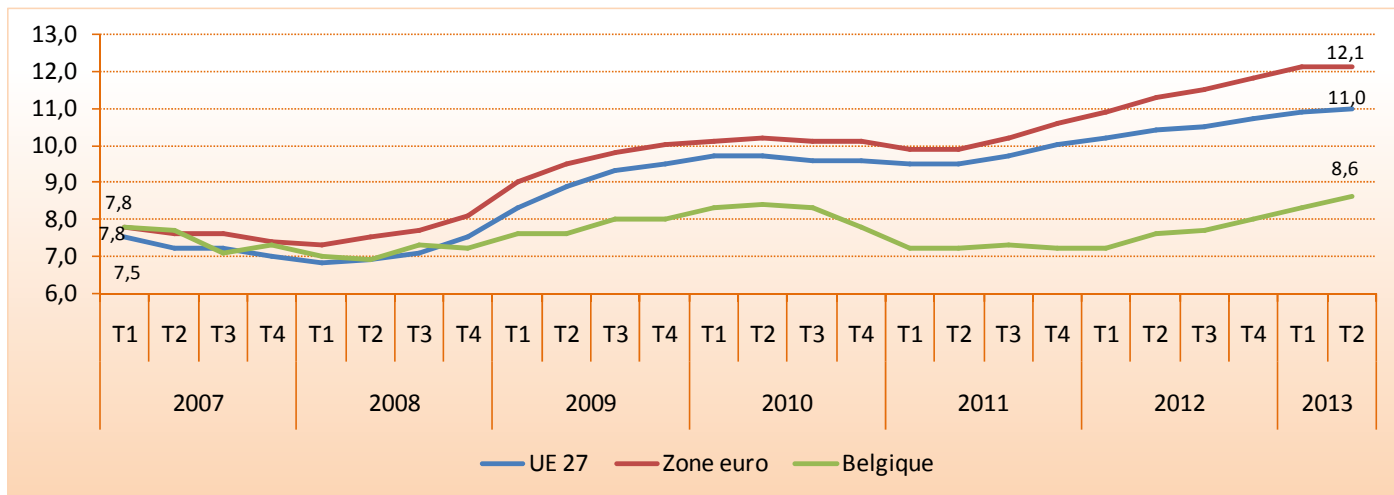
# 10

## Comparaison internationale

### 10.1

#### Taux de chômage

Graphique 18



Source: Eurostat – Taux de chômage harmonisés (15 à 74 ans)– séries EFT ajustées – données désaisonnalisées (une\_rt\_q)

La situation du chômage en Belgique ne suit pas la même tendance que la moyenne européenne (Union européenne ou Zone euro). Par rapport à cette moyenne, le taux de chômage harmonisé en Belgique a moins augmenté pendant la crise, a davantage diminué en 2010 et 2011 et n'est reparti que plus tard à la hausse en 2012.

Lorsque l'on compare le taux de chômage actuel (8,6 % en T2 2013) en Belgique à celui d'avant la crise (7,7 % en T2 2007), on note une progression de 0,9 point pourcent. L'augmentation est beaucoup plus importante dans l'Union européenne et dans la Zone euro. Dans cette dernière, on est passé de 7,6 % à 12,1 % (+ 4,5 points pourcent).

## 10.2

### Evolution de l'emploi

Tableau 32

		UE 27	Zone euro	Belgique			UE 27	Zone euro	Belgique
2007	T1	215.331	140.789	4.348	2007	T1	100	100	100
	T2	218.600	142.906	4.345		T2	100	100	100
	T3	221.017	144.307	4.385		T3	100	100	100
	T4	220.335	144.046	4.443		T4	100	100	100
Année		218.821	143.012	4.380	Année		100	100	100
2008	T1	219.353	143.321	4.450	2008	T1	101,9	101,8	102,3
	T2	221.434	144.479	4.414		T2	101,3	101,1	101,6
	T3	223.121	145.518	4.465		T3	101,0	100,8	101,8
	T4	221.308	144.436	4.455		T4	100,4	100,3	100,3
Année		221.304	144.438	4.446	Année		101,1	101,0	101,5
2009	T1	217.159	141.652	4.418	2009	T1	100,8	100,6	101,6
	T2	217.859	142.070	4.396		T2	99,7	99,4	101,2
	T3	218.005	141.822	4.415		T3	98,6	98,3	100,7
	T4	216.880	141.669	4.454		T4	98,4	98,3	100,2
Année		217.476	141.803	4.421	Année		99,4	99,2	100,9
2010	T1	214.169	140.096	4.470	2010	T1	99,5	99,5	102,8
	T2	216.708	141.150	4.443		T2	99,1	98,8	102,3
	T3	217.919	141.581	4.488		T3	98,6	98,1	102,3
	T4	216.893	141.362	4.554		T4	98,4	98,1	102,5
Année		216.422	141.047	4.489	Année		98,9	98,6	102,5
2011	T1	215.269	140.482	4.454	2011	T1	100,0	99,8	102,4
	T2	217.643	142.063	4.544		T2	99,6	99,4	104,6
	T3	218.131	142.147	4.489		T3	98,7	98,5	102,4
	T4	217.041	141.498	4.551		T4	98,5	98,2	102,4
Année		217.021	141.547	4.509	Année		99,2	99,0	102,9
2012	T1	214.106	139.777	4.502	2012	T1	99,4	99,3	103,5
	T2	216.417	140.914	4.525		T2	99,0	98,6	104,1
	T3	217.619	141.341	4.536		T3	98,5	97,9	103,4
	T4	216.095	140.231	4.533		T4	98,1	97,4	102,0
Année		216.059	140.566	4.524	Année		98,7	98,3	103,3
2013	T1	/	/	4.487	2013	T1	/	/	103,2

Source: Eurostat - Emploi total de la population résidente (en milliers) - 15 ans et + - Séries EFT ajustées (lfsq\_egan)

L'emploi s'est apprécié de 3,2 % en Belgique au cours du 1<sup>er</sup> trimestre 2013<sup>9</sup> par rapport au 1<sup>er</sup> trimestre 2007. Même pendant la crise, l'emploi est demeuré en Belgique au-dessus du niveau de 2007.

Ce n'est pas le cas pour l'Union européenne et la Zone euro où il est depuis 2009 descendu et demeuré en-dessous du niveau de 2007. En 5 ans, l'emploi a reculé de respectivement 1,9 et 2,6 % dans l'Union européenne et la Zone euro (T4 2012 par rapport à T4 2007).

<sup>9</sup> Les derniers chiffres disponibles d'Eurostat (Enquête sur les Forces de travail) ont trait au 1<sup>er</sup> trimestre 2013 pour la Belgique et au 4<sup>ème</sup> trimestre 2012 pour l'UE 27 et la Zone euro du fait que les données pour la France relatives au 1<sup>er</sup> trimestre 2013 ne sont pas encore disponibles.

# 11

## Evolution sur 10 ans

### 11.1

#### Les chômeurs complets indemnisés demandeurs d'emploi

Tableau 33

T2	Chômeurs complets indemnisés demandeurs d'emploi (CCI DE)								Ratio (A) (pop. active)
	par âge				par durée + âge		Total		
	< 25ans	25 à 49ans	50ans et +	50ans et + <sup>1</sup>	< 50 j.	50 +	(A)	y compris 50-59 <sup>1</sup>	
2004	76.247	316.152	52.978	154.238	183.991	30.365	445.377	546.636	9,2 %
2005	70.837	321.558	70.278	157.762	197.238	46.578	462.673	550.157	9,4 %
2006	66.609	302.384	84.110	156.930	182.980	60.460	453.103	525.923	9,1 %
2007	60.576	272.808	92.414	151.897	158.346	70.755	425.798	485.281	8,5 %
2008	55.536	245.824	93.487	142.919	132.533	73.749	394.848	444.280	7,8 %
2009	63.764	264.982	100.028	138.718	121.609	75.891	428.773	467.463	8,4 %
2010	62.476	266.345	106.160	135.179	119.237	79.219	434.981	464.000	8,5 %
2011	55.009	251.213	106.440	130.139	118.951	80.318	412.662	436.361	8,0 %
2012	51.658	251.516	106.399	126.795	114.073	79.709	409.574	429.969	7,9 %
2013	55.845	261.994	107.862	126.866	112.516	77.344	425.701	444.705	8,2 %

<sup>1</sup> A réglementation constante c- à- d y compris les 50 à 59 ans dispensés.

Tableau 34

T2	Chômeurs complets indemnisés demandeurs d'emploi (CCI DE)								Ratio (A) (pop. active)
	par âge				par durée + âge		Total		
	< 25ans	25 à 49ans	50ans et +	50ans et + <sup>1</sup>	< 50 j.	50 +	(A)	y compris 50-59 <sup>1</sup>	
1	2012	2008	2004	2012	2013	2004	2008	2012	2008
2	2011	2011	2005	2013	2012	2005	2012	2011	2012
3	2008	2012	2006	2011	2011	2006	2011	2008	2011
4	2013	2013	2007	2010	2010	2007	2013	2013	2013
5	2007	2009	2008	2009	2009	2008	2007	2010	2009
6	2010	2010	2009	2008	2008	2009	2009	2009	2010
7	2009	2007	2010	2007	2007	2013	2010	2007	2007
8	2006	2006	2012	2004	2006	2010	2004	2006	2006
9	2005	2004	2011	2006	2004	2012	2006	2004	2004
10	2004	2005	2013	2005	2005	2011	2005	2005	2005

Les tableaux précédents comparent les chiffres du 2<sup>ème</sup> trimestre de chaque année depuis 10 ans.

Le premier tableau donne les chiffres absolus du 2<sup>ème</sup> trimestre de chaque année. Le second classe les années selon le nombre de chômeurs complets indemnisés demandeurs d'emploi dans la catégorie concernée, en commençant par le plus bas.

On y constate que l'année 2013 se classe en position intermédiaire au sein des classes d'âge inférieures à 50 ans.

Quant au nombre de chômeurs de 50 ans et plus, son évolution se caractérise par une hausse continue jusqu'en fin 2011 suivie par une baisse, sur une base annuelle, durant cinq trimestres d'affilée (jusqu'au 1<sup>er</sup> trimestre 2013). Au 2<sup>ème</sup> trimestre 2013, on relève de nouveau une légère hausse sur une base annuelle (+ 1,4 %).

Rappelons que la hausse continue observée antérieurement s'explique par le changement de la réglementation en 2002. Auparavant, la majorité des chômeurs âgés de 50 à 59 ans n'apparaissaient pas dans les statistiques des demandeurs d'emploi : ils pouvaient en effet être dispensés d'inscription comme demandeur d'emploi. L'âge de la dispense d'IDE a été augmenté progressivement de 50 à 58 ans entre 2002 et 2012 et vient d'être porté à 60 ans en début 2013. Si on neutralise ce changement réglementaire en intégrant également dans les statistiques des demandeurs d'emploi les chômeurs âgés de 50 à 59 ans dispensés d'inscription comme demandeurs d'emploi, l'année 2013 arrive en seconde position dans le classement des 10 dernières années presque à égalité avec 2012.

## 11.2

### Les chômeurs âgés dispensés et les chômeurs avec complément d'entreprise<sup>10</sup>

Tableau 35

T2	Chômeurs âgés dispensés	Chômeurs avec complément d'entreprise			Total (B)
		50 à 54 ans	55 à 59 ans	60 ans et + <sup>1</sup>	
2004	138.138	7.322	42.488	59.970	109.780
2005	126.840	6.305	43.145	59.315	108.765
2006	116.457	4.914	42.733	63.208	110.855
2007	108.729	3.752	40.487	69.356	113.594
2008	101.582	3.081	38.974	73.042	115.097
2009	95.074	2.707	37.462	76.776	116.945
2010	89.455	2.500	36.864	81.052	120.416
2011	83.392	2.089	35.250	82.390	119.729
2012	77.073	1.329	32.622	81.527	115.478
2013	72.253	772	30.059	80.943	111.773

<sup>1</sup>. L'âge de la retraite pour les femmes a été porté progressivement de 60 à 65 ans entre 1997 et 2009, ce qui explique en grande partie l'augmentation: 23 153 prépensionnées étaient dans cette tranche d'âge en T2 2013 (+ 26 352 chômeuses âgées dispensées, soit 49 505 allocataires qui influencent aussi les totaux)

Tableau 36

T2	Chômeurs âgés dispensés	Chômeurs avec complément d'entreprise			Total (B)
		50 à 54 ans	55 à 59 ans	60 ans et + <sup>1</sup>	
1	2013	2013	2013	2005	2005
2	2012	2012	2012	2004	2004
3	2011	2011	2011	2006	2006
4	2010	2010	2010	2007	2013
5	2009	2009	2009	2008	2007
6	2008	2008	2008	2009	2008
7	2007	2007	2007	2013	2012
8	2006	2006	2004	2010	2009
9	2005	2005	2006	2012	2011
10	2004	2004	2005	2011	2010

Lorsque l'on examine l'évolution des chômeurs âgés dispensés et des chômeurs avec complément d'entreprise au cours des 10 dernières années, on constate que l'année 2013 se classe en première position dans la plupart des cas avec les chiffres les plus bas.

La seule classe d'âge qui fait exception est celle des 60 ans et + dont le nombre demeure très élevé (80.943 unités). Notons cependant que ce nombre décroît sur une base annuelle pour le septième trimestre d'affilée. La forte hausse dans ce sous- groupe sur l'ensemble de la période (+ 20.973 unités) s'explique presque intégralement par le relèvement de l'âge de la pension des femmes.

L'évolution est aussi influencée par la forte progression de la population active dans la tranche d'âge de 50 à 64 ans (+ 47,8 % entre T1 2004 et T1 2013<sup>11</sup> - voir point 6.1).

<sup>10</sup> Hors travailleurs en prépension à mi-temps (chiffres très réduits)

<sup>11</sup> Derniers chiffres disponibles de l'enquête sur les forces de travail – Eurostat

## 11.3

### Les chômeurs complets indemnisés et les chômeurs avec complément d'entreprise

Tableau 37

T2	Tot. Général (A+ B)		Ratio (pop. âge trav.)	
	Année	Nombre	Année	Ratio
1	2012	602.124	2012	8,3 %
2	2013	609.727	2013	8,4 %
3	2008	611.526	2011	8,5 %
4	2011	615.783	2008	8,6 %
5	2009	640.792	2010	9,0 %
6	2010	644.852	2009	9,0 %
7	2007	648.121	2007	9,2 %
8	2006	680.415	2006	9,8 %
9	2004	693.295	2004	10,1 %
10	2005	698.278	2005	10,2 %

L'année 2013 arrive en 2<sup>ème</sup> position lorsque l'on totalise les chômeurs complets indemnisés (demandeurs d'emploi et non- demandeurs d'emploi plus âgés) et les chômeurs avec complément d'entreprise.

Le ratio de ce groupe total par rapport à la population en âge de travailler est de 8,4 %.

## 11.4

### Les chômeurs temporaires

Tableau 38

T2	Chômeurs temporaires			
	Année	Unités physiques	Année	Unités budgétaires
1	2007	112.167	2007	27.452
2	2004	115.162	2008	28.539
3	2006	118.590	2006	30.531
4	2008	120.958	2004	30.803
5	2011	129.912	2011	31.070
6	2005	136.921	2005	34.575
7	2012	157.626	2012	35.862
8	2010	167.749	2013	41.020
9	2013	178.953	2010	43.029
10	2009	228.931	2009	63.828

Lorsque l'on étudie l'évolution du chômage temporaire en unités physiques depuis 2004, on constate que le 2<sup>ème</sup> trimestre de l'année 2013 affiche le chiffre le plus élevé après le 2<sup>ème</sup> trimestre 2009. Toutefois, en unités budgétaires, l'année 2010 s'intercale entre les années 2009 et 2013 ce qui signifie qu'en 2010, le nombre de jours chômés en moyenne par mois était plus élevé qu'en 2013.



## 11.5

### Les demandeurs d'emploi inoccupés et non indemnisés

Tableau 39

T2	Demandeurs d'emploi inoccupés non indemnisés			Total	Ratio (A) (pop. active)
	Jeunes en stage d'insertion	Autres DE inscrits obligatoirement	DE inscrits librement		
2004	32.485	27.857	45.032	105.374	2,2 %
2005	33.408	29.307	47.825	110.540	2,2 %
2006	28.953	31.766	43.861	104.580	2,1 %
2007	26.807	31.016	33.421	91.244	1,8 %
2008	25.666	32.697	34.049	92.411	1,8 %
2009	28.901	31.219	41.049	101.170	2,0 %
2010	29.648	34.397	45.945	109.989	2,1 %
2011	27.920	36.212	48.323	112.454	2,2 %
2012	36.474	36.810	50.275	123.560	2,4 %
2013	37.394	38.035	55.675	131.103	2,5 %

Tableau 40

T2	Demandeurs d'emploi inoccupés non indemnisés			Total	Ratio (A) (pop. active)
	Jeunes en stage d'insertion	Autres DE inscrits obligatoirement	DE inscrits librement		
1	2008	2004	2007	2007	2007
2	2007	2005	2008	2008	2008
3	2011	2007	2009	2009	2009
4	2009	2009	2006	2006	2006
5	2006	2006	2004	2004	2010
6	2010	2008	2010	2010	2004
7	2004	2010	2005	2005	2011
8	2005	2011	2011	2011	2005
9	2012	2012	2012	2012	2012
10	<b>2013</b>	<b>2013</b>	<b>2013</b>	<b>2013</b>	<b>2013</b>

Source : service régionaux de l'emploi et calculs Onem

Pour être complet, il faut aussi rappeler qu'un certain nombre de demandeurs d'emploi inoccupés ne sont pas indemnisés par l'assurance chômage. Les chiffres du tableau ci-dessus sont collectés auprès des services régionaux de l'emploi et rassemblés par l'ONEM.

Il s'agit des jeunes qui sortent des études et effectuent un stage d'insertion de même que les demandeurs d'emploi inoccupés inscrits obligatoirement ou librement. Parmi les inscrits obligatoirement figurent les chômeurs sanctionnés, les demandeurs d'emploi à charge des CPAS ou reconnus comme handicapés par le SPF Sécurité Sociale. Parmi les demandeurs d'emploi inscrits librement et non indemnisés, on retrouve bon nombre de demandeurs d'emploi inoccupés de nationalité étrangère qui s'inscrivent pour accéder au marché de l'emploi belge mais qui n'ont pas (encore) droit aux allocations de chômage.

Entre les 2<sup>èmes</sup> trimestres 2012 et 2013, on constate une augmentation de 6,1 % du nombre de demandeurs d'emploi inoccupés non indemnisés imputable surtout aux demandeurs d'emploi librement inscrits (+ 10,7 %).

